



Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

SOMMAIRE :

- 1) AU FIL DES JOURS p. 3 à 7.
- 2) ACTUALITE
 - . La foire internationale d'Alger au service de la bourgeoisie p. 8 à 10.
 - . Les ports p. 10 à 12.
- 3) PROJETS ET REALISATIONS
 - . A propos du deuxième Plan quadriennal p. 13 et 14.
- 4) PILLAGE ET GASPILLAGE
 - . Endettement et pompage de l'Algérie p. 15 à 20.
 - . Détournements et corruption p. 21 et 22.
 - . Encore des prêts p. 22 à 24.
- 5) SITUATION DES MASSES
 - . L'eau, un problème crucial pour la population p. 25 et 26.
 - . Assainissement et répression p. 26 et 27.
 - . L'exploitation des aveugles en Algérie p. 27 et 28.
 - . Les moyens de transports : une situation lamentable p. 29.
 - . Le mécontentement populaire grandit : les grèves p. 30 et 31.
- 6) EN VRAC p. 32 à 34.
- 7) LUTTES POPULAIRES
 - . Le Vietnam p. 35 à 37.
 - . Le Moyen-Orient p. 38 à 40.
- 8) DOSSIER PETROLE p. 41 à 45.

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

DU 1er JUILLET AU 29 SEPTEMBRE 1972

- 1er Juillet 1972
- Ouverture du 2ème Congrès des ministres arabes de la Jeunesse par Abdallah FADHEL, Ministre algérien de la jeunesse et des sports. Vingt pays y participent.
 - A Bruxelles, BOUTEFLIKA signe le 30 juin avec Pierre HARMEL son homologue belge, une convention générale de coopération technique : envoi de professeurs, experts et techniciens, participation à la formation des cadres algériens.
 - Livraison de 47 650 hectolitres de vin à l'U.R.S.S.
 - Voyage de SIHANOUK en Algérie.

Révolution Africaine du 5 au 11 juillet 1972 :

Une délégation de banquiers libanais a effectué un séjour d'une semaine en Algérie. L'objet des discussions est la *"constitution d'un marché arabe alimenté par des capitaux arabes"*.

- 5 Juillet 1972
- Dans son discours du 5 juillet, BOUMEDIENNE déclare que *"le Plan quadriennal est devenu le roc sur lequel s'édifient le socialisme et l'avenir de notre pays ... des centaines d'usines sont édifiées et des dizaines de milliers d'emplois sont créés annuellement"*. C'est ce qu'il appelle lui-même le miracle algérien.
 - Ratification de la convention commerciale et tarifaire entre l'Algérie et la Mauritanie.
- 9/10 Juillet 1972
- Signature de deux accords de coopération avec la République Démocratique du Congo.
 - Ouverture des négociations avec la C.E.E. à Bruxelles.
- 12 Juillet 1972
- Quatre chalutiers de pêche parmi les 20 commandés aux chantiers "Astilleros Zamacona" Espagne, sont livrés à l'O.A.P. (Office Algérien des Pêches).
- 13 juillet 1972
- Signature de quatre accords (commercial, aérien, maritime, commission mixte) avec la Guinée : importation par l'Algérie de minerais de fer, le bois et autres produits spécifiques à la Guinée contre des produits algériens.

- 14 juillet 1972
- Signature d'un accord entre le Ministère de sFinances et le P.D.G. de RENAULT réglant ainsi le contentieux qui opposait les filiales de RENAULT (notamment CARAL-RENAULT à l'Administration fiscale.
 - Révolution Africaine du 28 juillet au 3 août 1972 :
 - "La 8ème assemblée générale du Conseil des Gouverneurs de la B.A.D. a clôturé ses travaux au Palais de sNations.
 - . création du Fonds Africain de Développement
 - . la banque a investi environ 25 millions de dollars
 - . 11 projets de "développement économique" ont été approuvés. Parmi les pays fondateurs de la B.A.D. citons les Etats-Unis, la R.F.A., le Canada, le Japon, etc ...
 - Installation le 29 juillet 1972 à Alger de la Chambre de Commerce algéro-marocaine. Son but :
 - . augmenter les échanges algéro-marocains
 - . faciliter les transactions entre agents économiques etc ...

- 1er août 1972
- Un D.C. 8. de la Delta Airlines (américaine) détourné sur Alger. Les auteurs - des Afro-américains - réclamaient une somme de un million de dollars qu'ils ont obtenue.
 - Le 3 juin 1972, un détournement du même genre a eu lieu. Les autorités algériennes avaient rendu aux Américains l'argent de la rançon.

- 3 août 1972
- AU MOYEN - ORIENT

Toutes les tentatives des pays arabes pour constituer des Fédérations se sont soldées par de séchecs. Cependant, les chefs d'Etats égyptien et lybien ne "désespèrent pas" et annoncent une prochaine fusion de leur pays.

- 5 août 1972
- Escale à Alger du Ministre de la Défense Britanique.

- 8 août 1972
- El Moudjahid : *"130 directeurs d'agences et chefs d'agences britanniques, membres de la "THOMPSON HOLIDAYS" ont séjourné pendant deux jours à Alger sur invitation de la SONATOUR. La SONATOUR vient de passer avec la THOMPSON HOLIDAYS un contrat de 8000 clients pour l'année 1973, répartis entre Zéralda et Tipaza, et envisage d'établir de s"charters" ou mini-tours durant les week-ends sur Biskra (vols directs Londres-Biskra).*
 - Ouverture des travaux de la commission mixte tuniso-algérienne du tourisme. Deux projets sont à l'étude :
 - . la construction de la route reliant Nefta à El Ouediane
 - . et celle de l'aéroport international de Tozeur, (tunisien).
 - Signature d'un accord algéro-français sur la "protection sociale des gens de mer" (marine marchande).

Au terme de cet accord, la partie française a versé 30 millions de francs à la partie algérienne pour régler le contentieux financier relatif aux gens de mer.

- 17 août 1972 - L'avion ramenant HASSAN II de France a été mitraillé par des chasseurs F5 marocains.
- MOKHTAR OULD DADDAH en visite privée en Algérie. Il y est resté du 16 août au 12 septembre 1972.
- 18 août 1972 - El Moudjahid :
 "NGUYEN VAN HUYEN, ministre de l'Education Nationale de la R.D.V. en visite à Alger.
- Révolution Africaine du 18 au 24 août 1972 :
 "La direction du F.L.N. a organisé à Alger un séminaire pour les Algériens étudiant dans les pays de l'Est. KAID AHMED a prononcé le discours de clôture."
- Mort du Général OUFKIR.
- Conférence des "pays non alignés" à Georgetown, capitale de la Guyane. La prochaine conférence est prévue à Alger dans un an. Le G.R.P. du sud Vietnam et le gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge ont été admis à cette conférence.
- 22 août 1972 - YASSER ARAFAT à Alger.
- 25 août 1972 - Visite de BOUMEDIENNE dans l'ouest algérien. Opération "première pierre du premier village agricole" à Tlemcen.
- Délégation médicale algérienne en visite à Pékin.
- 26 août 1972 - Discours de BOUMEDIENNE à Relizane.
- 27-28 août 1972 - Dans le cadre de la préparation des comités populaires de quartier, KAID AHMED s'est rendu dans la wilaya de Mostaganem. Il a déploré la négligence des agglomérations *"parce que leurs habitants n'ont pas de formation"*. Il est probable que *"cette absence de formation" est surtout un refus de la part de la population de se faire encadrer par le chef du F.L.N. et ses permanents.*
- 1er au 17 Septembre 1972 - La IXème Foire Internationale d'Alger a été l'occasion de la visite de nombreux ministres étrangers du commerce et de chefs d'Etats africains invités par BOUMEDIENNE, notamment :
 . Léopold SENGHOR (Sénégal) du 6 au 9 septembre
 . Hadj Ahmadou AHIDJO (Cameroun) du 9 au 12 septembre.

7 au 9 septembre 1972

- Tenue du troisième séminaire national "Banques - Entreprises" groupant des responsables du secteur financier, bancaire, et ceux des entreprises publiques. MAHROUG déclare à cette occasion :
"la contribution des entreprises au financement des investissements productifs devient dans ces domaines un élément essentiel de notre développement. Nos entreprises nationales doivent faire entrer dans leur pratique quotidienne un régime d'économie et d'austérité".

Pour le moment, les sociétés nationales ont comme pratique quotidienne le gaspillage de sommes énormes. Leurs P.D.G. soutenus par ABDESSLEM n'entendent pas se laisser contrôler par les sbires de MAHROUG et veulent garder une totale "autonomie financière". Le rapport de force penchant pour ABDESSLEM, on peut dire qu'en 1972, comme les autres années, il n'y aura aucune contribution des sociétés nationales.

Par contre, il y aura certainement des licenciements puisqu'El Moudjahid du 10-11 septembre écrit : *"au niveau gestionnaire, les entreprises nationales souffrent d'un personnel pléthorique de surcroît non formé, pour maîtriser un matériel perfectionné".*

- Signature d'un accord commercial algéro-ghanéen.
- Signature d'un accord économique et technique par SENGHOR et BOUMEDIENNE. Cet accord actualise les listes des produits échangeables et reconduit la convention culturelle signée à Alger le 15 juillet 1963.

11 septembre 1972

- Signature d'un programme d'exécution d'échanges culturels et scientifiques pour les années 1972-1973 entre la Pologne et l'Algérie.

14-15 septembre 1972

- BOUMEDIENNE visite Lakhdaria, Ras-Bouira, Drâa El Mizan et Tizi-Ouzou dans la wilaya de Grande Kabylie. Il devait déclarer *"aussi le vœu que je puisse exprimer en cette occasion est que tous les citoyens qui possèdent des industries ou des établissements commerciaux et que ceux qui occupent des fonctions dans des administrations cèdent leurs terres en leur possession au profit des fellah déshérités".*

La distribution des "titres d'attribution" n'est qu'une mascarade puisque la Révolution agraire n'est qu'un vœu pieux.

Révolution Africaine
15 - 21 septembre

- Environ 2 800 000 élèves seront scolarisés cette année.
- KISSINGER se rend à Moscou pour un rapprochement entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

En juillet dernier, Peter PETERSON, secrétaire américain au Commerce a effectué une visite à Moscou en vue de la conclusion d'un accord commercial global. Aucun résultat n'a été enregistré.

18 au 28
Septembre 1972

- MEDEGHRI et ABDALLAH KHODJA font une tournée dans les wilaya d'Oran, de Mostaganem et de Tiaret (le 18) ; Tlemcen (le 19) ; Constantine (le 21) et Alger (le 28) pour définir les objectifs du deuxième Plan quadriennal qui sont :
 - . poursuite de la politique d'austérité
 - . priorité aux investissements productifs.

Après le Premier Plan quadriennal et la Révolution agraire, le pouvoir a trouvé un nouvel instrument démagogique . KHODJA a déclaré à chaque wali que les objectifs de ce nouveau Plan serait : *"éliminer le chômage aux environs de 1980"*.

21 Septembre

- Signature d'un protocole de coopération entre Alger et Prague pour 1972-1973.

22 - 26
Septembre

- BOUMEDIENNE se rend dans les wilaya d'Oran et de Saïda (les 22 et 23) et ensuite dans celles de Constantine et d'Annaba (les 25 et 26).

Pour que sa campagne de mystification ne soit pas stéréotypée, BOUMEDIENNE a remis des "titre sd'attributions" aux premières femme algérienne s Ceci a permis à El Moudjahid d'écrire : *"la participation féminine est un phénomène unique dans l'histoire des réformes agraires"*.

23 septembre

- Signature d'un protocole d'accord de coopération culturelle, scientifique et technique algéro-guinéen pour 1972 - 1973.

27 septembre

- HAMANI DIORI (Niger) arrive à Alger.

28 septembre

- CHERIF BELKACEM, porteur d'un message de BOUMEDIENNE aux dirigeants soviétiques a quitté Alger pour Moscou.

29 septembre

- BOUMEDIENNE se rend à El Asnam pour le lancement d'un nouveau programme spécial (le huitième du genre).



ACTUALITÉ

LA FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Le pouvoir organise chaque année depuis 1964 les expositions de la Foire internationale d'Alger. La dernière de ces manifestations spectaculaires s'est tenue cet été au Palais des Pins Maritimes. Ce fut l'occasion pour les technocrates et dirigeants algériens de multiplier les discours plein d'autosatisfaction qui laissent pourtant percer à travers leur enveloppe démagogique le rôle assigné à la Foire.

Chaque année, on ressort les mêmes maquettes de projets fictifs intéressant divers secteurs de "l'économie", les stands sont couverts de slogans creux ou mensongers, de nombreuses déclarations flattant le sentiment national et mystifiant les masses populaires quant à la véritable nature du régime, abondent tant à la Foire que dans la presse.

Des sommes colossales allouées à cette exposition servent à assouvir le goût du lucre et à fournir des distractions aux affairistes algériens et à leurs alliés étrangers qui ont ainsi trouvé à la Foire :

- un parking pour 20 000 voitures
- un théâtre de 1 200 places
- une salle de cinéma de 600 places équipée d'un système de traduction simultanée
- un night club international
- un restaurant de 500 couverts pour les "déjeûners d'affaires" avec spectacle et orchestre
- un snack-bar, une rotisserie, des attractions foraines, etc ...

Mais, la Foire a surtout un rôle économique. C'est l'une des manifestations de la pénétration impérialiste dans notre pays et de son intégration dans le marché capitaliste mondial.

Elle permet de multiplier les contrats qui, tout en assurant un débouché au matériel étranger accélèrent le pillage de nos richesses.

70 firmes des quarante pays qui ont répondu aux invitations du pouvoir ont exposé. Notons la prédominance des pays de l'Est qui, tout en donnant une caution au régime, présentent des appareils ultra modernes qui renforcent leur prestige et un matériel lourd (machines-outils, grues, etc ...) destinés aux sociétés nationales.

Selon FARAH, directeur de la Foire : *"l'Algérie se caractérise par une demande considérable en matière d'équipement ... Son marché reste largement ouvert aux constructeurs des quatre points cardinaux. Les nations économiquement développées s'en sont bien comprises et font tout pour en profiter"*.

On s'en doutait ! Cependant, il ajoute : *"Mais en valeur marchande intrinsèque l'écart est énorme entre le produit manufacturé, vendu par le pays de,*

déjà riche et la matière première cédée par le pays pauvre à la demande expresse du premier". (Afrique Asie du 21 août au 17 septembre 1972).

Ce qui n'empêche pas YAKER de déclarer que : *"la foire doit permettre un accroissement quantitatif et qualitatif de nos exportations"*. (El Moudjahid du 5 septembre 1972). Et FARAH de déclarer : *"la Foire internationale d'Alger a pour objectif essentiel de dynamiser les actions production et commercialisation en vue de la promotion de nos exportations"*. (Nouvelles Economiques du 15 août 1972).

Cette politique a atteint une telle ampleur que le 5 août 1972 la bourgeoisie algérienne a créé l'ONAFEX (Office National des Foires et de l'Expansion Commerciale), chargée entre autre de l'organisation des foires dans le pays :

- le Mouggar de Tindouf
- l'Assibar de Tamarrasset
- la foire internationale de l'Artisanat de Ghardaïa.

Cet organisme a pour but de généraliser et d'intensifier la production de richesses exportables, en encourageant l'introduction de capitaux étrangers et de techniques modernes dans notre pays, alors que même un plumitif de "Afrique - Asie" reconnaît : *"l'indu trie moderne, cela est bien connu, est à ce point mécanisée et automatisée qu'elle offre peu d'emplois"*.

Le budget d'équipement de l'Algérie - de 967 millions de DA en 1965 - est passé à 9 614 millions de DA en 1972 et à 75 % des importations pour cette même année et concerne uniquement les biens d'équipements, au détriment des produits nécessaires à la population d'où les nombreuses pénuries en moyens de subsistance.

Selon El Moudjahid du 1er septembre 1972 : *"cette politique dynamique maintient le volume des importations stables, tout en substituant de plus en plus les biens d'équipement et semi-produits aux biens de consommation, du fait de la production nationale croissante et de la politique d'austérité préconisée par le pouvoir révolutionnaire"*.

D'où d'une part, un strict contrôle des importations par :

- la création d'organisme d'Etat qui ont le monopole des importations pour une certaine gamme de produits ;
- la soumission des produits aux licence d'importation ;
- la limitation à 200 millions de DA le volume des produits libres à l'importation ;
- l'augmentation du nombre de produits totalement prohibés.

Et, d'autre part, par le développement massif des exportations.

C'est ainsi que, selon la presse, des avantages sont accordés aux exportateurs (octroi d'une carte d'exportateur, facilité de déplacement à l'étranger, allocation voyage élevée, etc).

Les représentants de l'ONAFEX dans de nombreux pays européens et maghrébins tentent de *"faire connaître les produits algériens, "lesquels" sont recensés dans un fichier qui permettra de répondre très vite aux éventuelles demandes de renseignements posées par les importateurs de pays divers"*. (Afrique-Asie du 21 août 1972).

D'après YAKER, le montant global du commerce extérieur, exportations et importations est passé de 9 milliard 340 millions de DA en 1969 à plus de 15 milliards de DA en 1972. D'autre part, 40 accords commerciaux, 20 accords de paiements, conventions commerciales et tarifaires (avec des pays du Maghreb) ont été conclus.

Pour les travailleurs algériens, cette politique se traduit par une augmentation de l'exploitation qu'exercent les patrons et les technocrates dont le seul souci est de "dégager des surplus exportables de manière rentable".

o O o

LES PORTS

Depuis Mai 1971, la gestion et l'exploitation des ports algériens dépend de l'O.N.P. (Office National des Ports).

Jusqu'à cette date, il y avait deux sortes de ports :

- les ports autonomes (Alger, Oran, Annaba)
- les ports secondaires (Dellys, Ghazaouet, etc ...) confiés aux chambres de commerce, dont certains étaient fermés.

Par cette mesure, le pouvoir cherche :

1) A relancer l'activité de tous les ports, multipliant ainsi les points d'évacuation des richesses du pays vers l'étranger. Cela répond au souci d'augmenter le volume des exportations, donc de devises à empocher. Selon El Moudjahid, ce qui est visé, c'est *"d'assurer aux exportations un écoulement parfait et aux importations en biens d'équipements le cadre idéal de transit"*.

2) A accroître les capacités d'accueil et de stockage des ports. Les ports en activité restent constamment engorgés, malgré l'extension des dépôts et hangars. Cela est révélateur de l'immense gaspillage pratiqué par les responsables des organismes d'Etat. Selon El Moudjahid du 31 juin 1972 : *"les capacités d'accueil sont dépassées en face d'un véritable afflux de machines de toutes sortes"*. L'article poursuit : *"ces sociétés (nationales) ne sont pas préparées dans leur ensemble à recevoir une masse aussi volumineuse de biens d'équipements et de matériaux divers"*.

L'engorgement des ports a pris des proportions telles que régulièrement des "comités d'engorgement" sont réunis pour diminuer les stocks. Ainsi, en fin mars 1972, le stockage à quai du port d'Alger était de 1 450 000 tonnes. Il a été descendu à 120 000 tonnes.

3) A moderniser et rationaliser le travail dans les ports par la mise en place de techniques de manutentions rentables et nécessitant peu d'emplois.

L'offensive, en deux temps, est engagée contre les travailleurs de la manutention maritime :

- la mesure adoptée par le ministère des transports et égalisant les droits des travailleurs dockers occasionnels et professionnels. Il s'agit en réalité de réduire le nombre des ouvriers à ceux qui auront obtenu une carte de travail, enlevant ainsi toute possibilité d'emploi aux nombreux chômeurs pour qui louer leurs bras occasionnellement aux ports restait la seule ressource.

- l'embauche future, à titre de permanents, de dockers au sein de la SONAMA. C'est ainsi que *"249 grutiers ont déjà été intégré dans cette société nationale"*. Selon El Moudjahid du 9 juillet 1972, ces mesures *ont été rendue possibles grâce à la mise en place de structure nouvelles permettant de mieux maîtriser la manutention maritime et le travail portuaire en général"*.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des dockers dans les ports algériens.

<u>Ports</u>	<u>Dockers professionnels</u>	<u>Dockers occasionnels</u>
ALGER	1 494	400
ANNABA	179	138
BEJAIA	65	443
GHAZAUQUET	75	55
JIJEL	5	42
MOSTAGANEM	139	300
ORAN	502	300
SIKIKDA	320	250
	<hr/>	<hr/>
TOTAL	2 779	1 928

EXPLOSIONS ET INCENDIES

Chaque semaine nous apporte son lot de catastrophes : explosions, incendies, inondations, éboulements se disputent la première page des journaux. Citons pour mémoire :

Le 23 juillet dernier, une série d'explosions secoue le centre d'Alger. Le quartier est bouclé par la police, tandis que les ambulances transportent les morts et les blessés, particulièrement nombreux compte-tenu de l'heure. Les radios internationales se font l'écho de ces explosions et les explications officielles sont embarrassées et confuses. On prétend en haut lieu que les explosions que tous les Algérois avaient entendues n'étaient qu'une salve de coups de canon tirée en l'honneur d'un bateau marocain qui venait d'ancrer dans le port d'Alger.

Finalement, El Moudjahid a donné une version selon laquelle l'explosion serait due à l'éclatement de canalisations de gaz dans un immeuble situé au 2, rue Harichet, proche des Galeries Algériennes. Les dégâts signalés sont importants : six appartements gravement endommagés, six magasins dont une armurerie soufflés, des voitures projetées sur la façade des nouvelles galeries dont l'intérieur a été entièrement détruit. Les victimes reconnues officiellement sont nombreuses : 7 morts et 140 blessés.

Pourtant, on ne peut pas exclure l'idée d'une explosion d'origine criminelle. Selon les rumeurs, il s'agirait d'un acte de vengeance ou d'un règlement de comptes. N'oublions pas que les Galeries Algériennes ont été impliquées dans de nombreux scandales et détournements (voir article sur les détournements).

Signalons encore l'incendie d'un dépôt de carburant appartenant au commissariat central d'Alger : Rampe Chasseriau. Là encore, des témoins ont entendu une explosion. Les dégâts sont considérables et de nombreuses victimes civiles sont à signaler. Notons à ce sujet, que les Secours ont été d'autant plus déficients que l'unique grande échelle des Sapeurs Pompiers était exposée à la Foire d'Alger.

Quand elles ne sont pas dues à des actes délibérés, ces catastrophes sont la conséquence du vieillissement des canalisations de gaz qui n'ont pas été changées, bien que l'alimentation se fasse actuellement au gaz naturel (beaucoup plus dangereux) à la vétusté des conduites d'eau, au manque d'entretien des réseaux, au non respect des mesures de sécurité, aux négligences criminelles des services administratifs concernés.

Les réparations urgentes, les transformations indispensables ne sont pas faites sous prétexte qu'elles sont coûteuses, qu'elles ne sont pas rentables. Le résultat de cette politique criminelle, ce sont les pertes en vies humaines (notamment les enfants. Souvenons-nous de l'explosion dans une école d'Oran qui coûta la vie à plusieurs écoliers). De fait, la politique "socialiste" de BOUMEDIENNE consiste à sacrifier la sécurité des citoyens aux impératifs capitalistes.

Nous ne terminerons pas cet article sans signaler les incendies de forêts qui cette année encore ont été particulièrement nombreux. Mais, ici la situation se complique car le plus souvent ces incendies ne sont pas d'origine accidentelle. Dans plusieurs cas, ces "incendiaires" ont été arrêtés par la gendarmerie comme le signale El Moudjahid. Il s'agissait, le plus souvent de geste de révolte des paysans ulcérés par l'injustice des autorités.

projets ...

(13.

réalisations

A PROPOS D'UN "2ème PLAN QUADRIENNAL"

KHODJA et MEDEGHRI ont parcouru le pays ces derniers jours pour rendre visite aux différents notables des wilayate. L'objet de leur visite a été d'après la presse "la définition des objectifs du nouveau Plan".

El Moudjahid a écrit à ce sujet dans son numéro du 19 septembre *"Notons que le 3ème plan de développement à l'inverse du Triennal et du Quadriennal, a été élaboré à partir des recensements des besoins faits par les wilayate"*.

Notons d'abord la révélation d'El Moudjahid qui reconnaît que le "Triennal" et le "Quadriennal" n'ont pas été élaborés à partir des recensements des besoins du pays. Le même journal a pourtant prétendu le contraire jusqu'à ce jour. Il est vrai que les plumitifs de service ne sont pas à une contradiction près.

Quant à l'affirmation qui consiste à dire que de "Troisième Plan" a été élaboré à partir des recensements des besoins faits par les wilayate il suffit de citer un fait pour voir qu'elle est destinée à tromper encore une fois les masses.

Une délégation du Centre Européen pour le Développement Industriel et la mise en valeur de l'Outre-Mer (C.E.D.I.M.O.M.) qui regroupe de grandes entreprises publiques et privées européennes, a effectué une mission en Algérie du 7 au 13 février 1972. Un journaliste qui a effectué le voyage avec les membres de cette délégation a écrit à son retour un article qui laissait clairement entendre que la liste des projets était déjà dressée à cette date. En effet, on pouvait lire dans le numéro 10 de l'Usine Nouvelle du 9 mars 1972 : *"Bien que le second Plan n'existe encore qu'à l'état de projections, il est prévu qu'il débutera avec un taux annuel d'investissements de 8,5 milliards de DA (contre 5 milliards en 1972). Il prévoit, entre autre le doublement de la production de tracteurs et de tubes d'acier pour les hydrocarbures, la construction d'une unité de verre creux, de carbonate de calcium, de fabrication, de pompes, de matériel de forage, etc ... ; le doublement d'une fonderie actuellement en construction, une forte unité d'engins de travaux publics, une tréfilerie, une usine de fer-blanc, une usine de bouteilles de G.P.L., un chantier naval (2-3 chalutiers par an), deux nouvelles lignes de liquéfaction de gaz naturel à Skikda, et sans doute le doublement de l'actuelle capacité de production d'acier; en attendant vers les années 80 la construction d'une grosse unité assise sur les gisements de minerai de Goro-Djebilet et sans parler du vaste programme de développement de l'agriculture, ni du chantier du campus de formation technique de Bou Merdès (ex Rocher Noir)"*.

Les voyages de KHODJA et MEDEGHRI ne pouvaient viser que la mystification en direction des masses.

D'autre part, la diligence avec laquelle les responsables algériens ont dressé une nouvelle liste de projets pour les années 75-78, alors que les projets en cours connaissent d'importants retards et occasionnent par là même un immense gaspillage, dévoilent le but du pouvoir : démarrer des projets afin de bénéficier des crédits de l'étranger. Il faut noter à ce sujet que le déblocage des crédits consentis est lié le plus souvent au démarrage des projets. Par ce moyen, le créancier s'assure de l'utilisation du prêt accordé à l'achat des biens d'équipements. On comprend alors pourquoi BOUMEDIENNE multiplie les poses de la "première pierre" et que maints projets sont abandonnés, alors que les ports se trouvent engorgés à la fin de chaque année et que les responsables continuent à lancer des "appels d'offres internationaux".

Ainsi, le même journaliste après avoir noté qu'"il y a des investisseurs étrangers satisfaisants en Algérie, j'en ai rencontré"écrit : "il reste, entre autres, à négocier cette année sans doute la première tranche (topping de 7,5 M. de t/an, unité d'aromatiques, utilités) d'une très importante raffinerie à Skikda qui doit être suivie après 1974 d'un steam-cracking et d'unités de fibres synthétiques et de matières plastiques. De même, deux grosses unités d'engrais - dont une d'engrais azotés - pourraient être commandées bientôt "hors plan" par la SONATRACH, en raison de la croissance plus rapide que prévue des besoins nationaux. Un appel d'offres est actuellement en cours d'examen pour une seconde cimenterie de 500 000 t./an. Enfin, la construction d'une unité de production de voitures de tourisme (dossier Renault) est toujours à l'ordre du jour".

PILLAGE ET GASPILLAGE

ENDETTEMENT ET POMPAGE DE L'ALGERIE

Le Monde du 12 septembre 1972 rapporte que durant l'année 1971 *"le solde de la balance des paiements est excédentaire de 152,3 millions de DA (près de 165 millions de francs), alors que pour les années 1969 et 1970 on avait enregistré un déficit de 392 millions, puis de 430 millions de DA"*.

C'est pourtant l'année 1971 qui, avec la diminution des exportations d'hydrocarbures, a marqué le début d'une grave crise de trésorerie pour les responsables algériens. Ceux-ci voudraient le faire oublier en annonçant cet excédent. Par ailleurs, ils tentent d'attribuer l'excédent de la balance des paiements d'une part à la réévaluation du prix du pétrole intervenue au début de l'année considérée, et, d'autre part, à la politique d'austérité du pouvoir qui est présentée comme une restriction sur les importations.

El Moudjahid, dans son éditorial du 18 avril 1972 dit clairement : *"En effet, à la suite des mesures de boycott dont ont été victimes nos exportations après la récupération de nos richesses pétrolières, la balance des biens et services a connu en 1971 un déficit qui aurait pu être plus important si le gouvernement n'avait eu à assurer un meilleur contrôle des importations"*.

Ce contrôle des importations s'est traduit, en réalité, par une augmentation des importations des biens d'équipements dans le cadre du Plan quadriennal. Le bilan des contrats signés durant 1971 montre l'énormité des sommes dilapidées : plus de 5 892,11 millions de DA (voir tableau 1). A ce chiffre, il faudrait ajouter les sommes gaspillées dans les soi-disants projets d'études.

On ne peut alors expliquer l'excédent de 1971 que par :

1) l'exploitation honteuse des travailleurs émigrés

Pour le pouvoir, les émigrés ne sont qu'une précieuse source de devises. Et si El Moudjahid reconnaît que *"la balance des paiements est restée équilibrée grâce aux revenus de nos travailleurs émigrés"*, ce n'est que pour mieux cacher l'exploitation dont les émigrés sont l'objet. Car, en plus du transfert de leurs revenus, il y a les prélèvements de 12,5 % effectués. En 1971, le taux de prélèvement a même atteint 17,5 %.

2) le pillage des richesses naturelles

Pour payer les biens d'équipements importés, le pouvoir est obligé d'intensifier l'exportation des matières énergétiques et agricoles, d'autant plus que l'écart entre les prix des produits des pays sous-développés et ceux des produits des pays riches va en s'accroissant. Ainsi, pendant que la production de notre pays est mise à la disposition de l'économie des pays riches, il y a chez nous une pénurie de plus en plus grande touchant jusqu'aux produits de première nécessité.

3) l'accroissement de la dette extérieure de l'Algérie

Le pouvoir, pour essayer de dégager sa responsabilité dans le pillage de notre pays reconnaît cette "détérioration de s termes de l'échange". Mais, ce facteur ne joue que grâce à sa politique d'industrialisation. En effet, les bourgeois algériens en signant d'importants contrats avec l'impérialisme et le social-impérialisme bénéficient d'énormes prêts. Mais les capitalistes étrangers n'accordent ces prêts que dans la mesure où ces capitaux avancés leur rapportent des intérêts. Aussi dictent-ils leurs conditions aux responsables algériens qui en contrepartie de ces avances doivent investir dans les secteurs rentables au capital. On peut s'en rendre compte en observant les chiffres du tableau III. Les contrats de 1971 portent essentiellement sur le secteur des hydrocarbures et le secteur de la sidérurgie. Comme on sait que la S.N.S. fabrique des tubes pour le gaz et le pétrole, on peut dire que plus de 72 % du montant des contrats va permettre l'accélération du pillage des hydrocarbures au profit des pays capitalistes. Ceux-ci ont trouvé, en même temps, un marché où ils écoulent leurs produits. L'examen de l'objet des contrats montre qu'il n'est question que de fourniture d'équipements fort coûteux qui ne peuvent être payés que par des prêts et crédits qui hypothèquent la quasi-totalité de la production de notre pays.

Ce sont précisément ces prêts qui ont permis de rendre la balance des paiements excédentaire, malgré la crise de 1971. El Moudjahid du 9 septembre écrit : *"les engagements extérieurs de l'Algérie au titre de cette dernière rubrique de la balance des paiements, sont passés de 1 061 millions de DA en 1970 à 1 159 de DA en 1971"*. Ces chiffres tenant compte des remboursements des prêts effectués en devises convertibles et des prêts de la zone clearing, ne reflètent pas du tout le montant des prêts réellement contractés.

Les dirigeants algériens y trouvant leur compte ont renforcé cette politique d'endettement durant 1972. Nous avons signalé que pendant les six premiers mois de cette année d'importants accords de prêts et crédits ont déjà été signés. Rappelons que leur montant global s'élevait à plus de 260,3 millions de dollars. Or, de nouveaux accords viennent d'être signés durant le mois de juillet, août et septembre et on peut voir par ailleurs qu'ils portent sur s'importantes sommes.

Voilà pourquoi "Le Monde" dans le même numéro écrivait : *"Pour 1972, les résultats provisoires sont encourageants et les autorités algériennes escomptent un nouvel excédent en même temps qu'une meilleure structure de l'endettement extérieur du pays"*.

A titre d'indication, signalons que la revue "Maghreb" présentant le budget pour 1972 notait dans le numéro 50 que celui-ci présentait un découvert de 6 42 millions de DA (en augmentation de plus 46 % par rapport à celui de 1971) et que par suite les responsables algériens devront trouver *"plus de 4 000 millions de DA de ressources supplémentaires pour compléter le financement hors budget des dépenses d'équipement. L'Algérie aura donc besoin en 1972 de concours financiers extérieurs importants pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée"*.

Cette augmentation de la dette de notre pays signifiera une dépendance accrue de notre pays et une situation encore plus dramatique pour les masses populaires. Les licenciements et le chômage vont continuer à s'aggraver en raison de l'importation des équipements ultra-modernes. D'autre part, le pouvoir d'achat des travailleurs va encore se dégrader en raison des impôts plus lourds qui seront nécessaires pour rembourser les prêts et leurs intérêts pour le bien être des bourgeois étrangers et leurs valets locaux.

Tableau I -

PRINCIPAUX CONTRATS SIGNES EN 1971

<u>PAYS</u>	<u>Nature du contrat</u>	<u>COUT</u>
<u>AUTRICHE</u>	Unité de fabrication de tubes en chlorure de polyvinyle	15
<u>ETATS-UNIS</u>	6 lignes de liquéfaction de gaz naturel à Arzew (10 milliards de m3)	1 400
	Acquisition d'équipement de géophysique	21,2
	Fourniture de sectionneurs (gaz)	1,56
	Travaux d'irrigation et d'assainissement de la Bou Namoussa	240
	Plan d'irrigation d'Abadla	159
<u>FRANCE</u>	Chaîne de mise en bouteilles à Mouzaïa	1,5
	Equipements de la cimenterie de Meftah	32,5
	Fourniture d'une installation de cuisson de Clinker pour Hadjar Soud II	17,6
	Equipements des unités de l'acierie d'El Hadjar	6,73
	Engineering pour la laiterie d'Annaba	1,1
	Equipements pour usine de légumes et potages déshydratés à Oran	1,48
	Fourniture de deux turbo-alternateurs à turbure à gaz	12,83
	Liaison par câble sous-marin Marseille-Bordj-El-Kiffan	13,65
	Forage et entretien de puits à In-Amenas	2,62
	Installation de pompage à l'usine de zinc de Ghazaouet	1,45
	Poste de minéralisation d'eau pour zinc de Ghazaouet	1,73
	Travaux de câblage électrique d'El Hadjar	5,07
	Participation à la réalisation d'unités (béton) à Tizi-Gheniff et Berrouaghia	2,14
	Fourniture de cinq fraiseuses	1,14
	Contrat avec Berliet mis en vigueur en 1971 (conclu en 1970)	400
<u>GRANDE-BRETAGNE</u>	Ligne de liquéfaction de gaz à Skikda	244
	Bloc générateur à turbines à gaz	38,59
	Extension de l'installation de séparation de gaz à Hassi R'Mel	45,4
	Studio TV et radio à Oran	2,84
	3 tours de radiodiffusion et télévision	2,53
	Câble sous-marin Alger-Pise	36
	Machines à filer (complexe textile de Constantine)	26
	Usine de tissage de jute et fibres artificielles à Boujaïr	22,7
	Equipements d'une fabrique de papier et carton	17
	Unité de fabrication sacs et films à Sétif	17,5
<u>ITALIE</u>	Installation tuberie sous soudure à El Hadjar	180
	Unité de production de polyéthylène à Skikda	151
	Gazoduc Hassi R'Mel - Arzew	206
	Complexe pétrochimique de Skikda	400
	Doublément de la cimenterie de Hadjar Soud	37
<u>POLOGNE</u>	Fourniture de 5 000 Fiat Polzki	50
		./.

Suite Tableau I

<u>PAYS</u>	<u>Nature du contrat</u>	<u>Coût</u>
<u>R.F.A.</u>	Fourniture de six remorqueurs	32
	Fourniture de quatre cargos de 7 500 tonnes	67
	Extension complexe textile de Batna	52
	Automatisation de cimenterie	
	Hajor Soud II	10
	Complexes piles et accumulateurs	57
	Usine appareils ménagers à Tizi - Ouzou	337,75
<u>TCHÉCOSLOVAQUIE</u>	Fourniture centres d'émetteur ondes courtes et ondes longues	21,5
<u>U.R.S.S.</u>	Extension du complexe d'El Hadjar	1 500
<u>ROUMANIE</u>	Fourniture de deux locomotives pour mine sde l'Ouenza	
	<u>TOTAL</u>	5 892,11 =====

Source : Revue France-Algérie, numéro hors série - juin 1972.

Note : Dans ce bilan, les contrats d'études ne sont pas inclus.
Les coûts sont approximatifs en millions de dinars.

./.

TABLEAU II

<u>PAYS SIGNATAIRES</u>	<u>COUT</u>	<u>POURCENTAGE</u>
1. U.S.A.	1 821,76	30,9
2. U.R.S.S.	1 500.-	25,5
3. R.F.A.	555,75	9,4
4. ITALIE	537.-	9,1
5. FRANCE	501,54	8,5
6. GRANDE-BRETAGNE	452,56	7,7
7. JAPON	437.-	7,4
8. POLOGNE	50.-	0,9
9. TCHECOSLOVAQUIE	21,5	0,4
10. AUTRICHE	15.-	0,2
	<hr/>	<hr/>
<u>TOTAL</u>	5 892,11 =====	100 ===

:/.:

TABLEAU III -

<u>SECTEURS</u>	<u>PAYS</u>	<u>COUT</u>	<u>COUT GLOBAL</u>	<u>%</u>
1. <u>HYDROCARBURES</u>	U.S.A. JAPON ITALIE GRANDE-BRETAGNE FRANCE AUTRICHE	1 422,76 400 357 327,99 15,45 15	2 538,20	43,1
2. <u>SIDERURGIE</u> <u>MINES</u>	U.R.S.S. ITALIE FRANCE FRANCE	1 500 180 29,40 3,18	1 712,58	29,0
3. <u>MECANIQUE</u>	FRANCE POLOGNE	401,14 50	451,14	7,6
4. <u>DIVERS</u> <u>TEXTILES</u> <u>MAT. CONSTR.</u> <u>ALIMENTATION</u>	R.F.A. * GRANDE-BRETAGNE ** R.F.A. GRANDE-BRETAGNE FRANCE FRANCE R.F.A. FRANCE	394,75 34,5 52 48,7 37 3 464 10 4,08	615,67	10,5
5. <u>AGRICULTURE</u>	U.S.A.	399	399	6,8
6. <u>TRANSPORTS</u> <u>TELE - COM-</u> <u>MUNICATIONS</u>	R.F.A. TCHECOSLOVAQUIE GRANDE-BRETAGNE FRANCE	99 21,50 41,37 13,65	175,52	3,0
	TOTAL		5 892,11 =====	100 =====

* Complexe de piles et d'appareils ménagers

** Equipement pour fabrique de papier et
fabrique de films et sacs.

DETOURNEMENTS ET CORRUPTION

De nombreux actes de détournements et de corruption sont encore signalés dans différents secteurs de l'administration et de la production. Les auteurs de ces vols sont des cadres subalternes au dire de la presse et du pouvoir qui les qualifie de fonctionnaires "indélicats".

En réalité, il se trouve toujours parmi eux des hauts fonctionnaires, notamment des directeurs de sociétés qui sont à l'origine de toutes ces questions de gros sous. Mais, cette même presse n'en parle que lorsque cela devient flagrant, comme c'est le cas de DISSI Mohamed, directeur de la S.N.N.G.A. (Société Nationale des Nouvelles Galeries Algériennes).

En effet, neuf fonctionnaires dont deux encore en fuite sont impliqués dans cette affaire. Le rôle important est joué par DISSI qui, avec la complicité des membres de la "commission d'achat" du magasin effectuait les approvisionnements chez le même fournisseur (LOBO) de qui ils recevaient des "commissions" et des "cadeaux".

D'autre part, ce même directeur avait *"tenté de faire écouler de la friperie comme vêtements neufs auprès des consommateurs"* ainsi que *"d'autres produits reconnus pourtant de mauvaise qualité par une commission d'achat que les Galeries Algériennes continuaient à acheter à LOBO"*.

A la Sablière de BABA-ALI, unité appartenant à S.N.M.C., c'est le comptable BENKHALED Mohamed qui a détourné la somme de 190 000 DA. Avec cette somme, il a pu acheter "une panhard", une "peugeot 404", des bijoux et aménager sa villa. Pour réaliser ce détournement, BENKHALED virait tout simplement à son compte personnel les grosses factures payées par chèques "avec l'accord de son directeur".

A la S.N. METAL, un autre comptable puisait dans la caisse de la société pour agrémenter ses soirées. C'est également avec l'argent de la caisse qu'il a pu s'acheter trois voitures et engager deux chauffeurs.

Quant à MAHFOUF Nourredine, directeur de l'unité de plastique de la S.N. METAL, sachant que le comptable volait la caisse de la société, il lui soutirait de l'argent sous la menace de le dénoncer. La somme totale dépensée s'élève à plus de 45 millions de DA.

La corruption, caractère du régime en place, est une pratique quotidienne. Entre autres cas, citons celui de deux fonctionnaires :

- l'un des Impôts directs à Hussein Dey ;
- l'autre inspecteur de la coordination et des transports,
- ainsi que 17 commerçants récemment arrêtés.

Afin que les commerçants en question obtiennent des autorisations d'achat de camions, Adjel BOUALEM, agent des contributions directes fournissait de faux certificats de déclaration d'impôts. Quant à TEKKOUK, inspecteur de la coordination et des transports, il facilitait la délivrance de ces autorisations d'achats. Cependant, l'homme qui joua le rôle de "plaque tournante" entre les deux fonctionnaires et les commerçants est un certain BOUALI Mustapha qui se fait passer comme beau frère du directeur régional des impôts directs. Dans cette affaire, on reconnaît que plus de 20 autorisations ont été délivrées et chacune d'elle était "payée" de 2 000 DA pour l'agent des contributions Adjel BOUALEM et 8 000 DA pour TEKKOUK, sans oublier bien sûr BOUALI qui recevait également sa part du "gâteau".

Ainsi, le vol et la corruption envahissent l'ensemble des rouages de l'Etat. C'est là une des manifestations du pourrissement du régime.

La propagande menée sur les "cours spéciales" qui ont jugé ces faits avait pour but d'attirer l'attention des Algériens sur ces fonctionnaires "indélicats" et de leur faire croire que l'Etat est le défenseur des intérêts du peuple.

- 0 -

ENCORE DES PRETS !

Le 22 juillet, la Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.) a signé un accord de prêt avec un consortium bancaire international, dirigé par la Société Générale de Banque belge et composé de grandes banques américaines, européennes et japonaises.

Ce prêt de 50 millions de dollars, remboursable à moyen terme serait, selon El Moudjahid *"librement utilisable"* et servira au financement *"des investissements productifs inscrits au Plan quadriennal"*.

A l'occasion de la signature de cet accord, le président belge a déclaré à propos de l'Algérie : *"En plus de ses ressources minières et énergétiques elle a surtout la volonté de progrès et de travail de son peuple et sa remarquable jeunesse"*. Ainsi, après avoir importé de jeunes Algériens pour les exploiter en Belgique, le capital belge pénètre en Algérie même pour piller les richesses naturelles et exploiter la force de travail *"de son peuple et sa remarquable jeunesse"*.

Le 24 juillet, la même B.E.A. a paraphé une convention financière avec un autre consortium international composé d'une centaine de banques et dirigé par la Banque de Bruxelles, la Kuwaït Investment Company, la Bank of America, la Manufacturers Hanover Trust Company, la Banque Nationale de Paris et la Dresner Bank.

Aux termes de cette convention, la B.E.A. a reçu l'autorisation d'émettre des obligations pour un montant de 25 millions de dollars. Ces obligations, librement négociables et cotées à la Bourse du Luxembourg sont remboursables à Bruxelles, à Luxembourg et à New York jusqu'en 1984 (12 ans) avec un taux d'intérêt de 8,75 %.

Cet emprunt a été garanti par l'Etat Algérien. Cela signifie que ce dernier s'est engagé, en hypothéquant les biens de notre pays, à verser annuellement aux détenteurs de ces obligations quelque 11 millions de DA à titre d'intérêt sans compter les commissions, charges, etc ...

Cet emprunt qui serait, selon El Moudjahid *"le premier emprunt public international d'un pays en voie de développement"* marque un nouveau pas dans la dépendance de notre pays à l'égard du capital international. En effet, une obligation est faite aux responsables algériens de mettre le produit de cet emprunt au titre du *"financement des investissements dans le cadre du Plan quadriennal"*.

Cette soumission du pouvoir algérien à la politique dictée par les plus grandes banques internationales a permis au directeur de la Banque de Bruxelles de déclarer *"on ne pourrait rassembler un groupe plus puissant ou plus efficace pour affirmer la confiance dans la qualité de la gestion économique, monétaire et financière de votre pays"*.

Le 2 Août, une nouvelle convention de prêt a été signée avec le Canada. D'un montant de 33 millions de dollars, ces crédits sont destinés *"au financement de l'achat d'équipements destinés à l'Institut hydro-météorologique de formation et de recherche d'Oran"*.

Cette convention fait suite aux accords de prêts signés en novembre 1970 à Ottawa. Mais, les 22 millions de dollars initialement prévus ont été augmentés de 11 millions de dollars. Par ces prêts, le Canada a pu développer ses *"échanges"* avec l'Algérie : c'est-à-dire pomper le sur-produit des travailleurs algériens en écoulant sa camelotte.

Le 12 septembre, de nouveau la B.E.A., avec la C.N.A.N. cette fois-ci, a signé un nouvel accord avec un consortium international dirigé par la FIRST CHICAGO Ltd et groupant plus de dix banques internationales.

Ce crédit financier d'un montant de 25 millions de dollars est destiné à l'équipement de la C.N.A.N. Le secrétaire général de la C.N.A.N. a déclaré à cette occasion que la constitution d'une flotte est *"destinée à revaloriser au maximum nos richesses agricoles et minières et les produits de nos unités industrielles"*, autrement dit à accroître l'exportation des richesses. Cependant, il a oublié de mentionner l'exploitation des émigrés, puisque ce crédit a permis en particulier l'acquisition d'un car ferry auprès des chantiers navals japonais aux termes d'un contrat signé le 18 septembre avec la firme japonaise SOUMITOMO.

El Moudjahid du 19 septembre écrit en effet : *"sur le plan financier la prise en main de ce marché aura un impact certain sur la balance des devises dont l'importance vitale n'échappe à personne"*. Il signale par ailleurs que durant l'année 1971, près de 250 000 passagers, dont 95 % d'émigrés, ont traversé la Méditerranée dans les deux sens, avec plus de 25 000 voitures, en payant plus de 50 millions de DA. Le journal précise que les voyages par mer ne représentent que le quart du trafic global du transport des passagers.

Mais, ces accords n'ont pas suffi aux responsables algériens qui multiplient les contacts avec d'autres banques pour obtenir de nouveaux prêts.

Ainsi, la revue "Nouvelles Economiques" n° 120 du 1er octobre 1971 signale que *"l'Algérie va recevoir plus de 3 millions de crédits américains pour financer des études sur des projets de développement agricole et industriel dans la région de Sétif. Ces études seront effectuées par la Société Américaine d'Engineering "BECHTEL" de San Francisco. Elles bénéficieront d'un prêt de 1 524 000 dollars de la Banque d'export-import du gouvernement américain et d'un prêt commercial du même montant de la "Fidelity Bank" de Philadelphie"*.

D'autre part, à l'occasion du voyage de MAHROUG à Washington pour la réunion de l'assemblée annuelle du Fonds Monétaire International, la délégation algérienne a eu des entretiens avec MAC NAMARA, président de la Banque Mondiale qui n'a pas encore accordé de crédits aux projets qui *"sont depuis quelques mois l'objet d'une étude active et approfondie"*. El Moudjahid du 28 septembre précise cependant que MAC NAMARA a assuré la délégation que *"certains projets pourront être soumis au Conseil d'Administration de la Banque dès le début de l'année 1973"*.

En attendant, MAHROUG s'est adressé aux ministres des finances de la R.F.A. et du Canada. Le canadien lui a promis *"la conclusion définitive d'un prêt important"*. D'ailleurs, d'autres prêts et crédits en dehors de celui cité plus haut ont été accordés par le Canada. La revue "Maghreb" n° 52 affirme qu'un prêt de 500 000 dollars a été accordé par l'agence canadienne de développement pour la construction d'une usine de traitement de poisson à El Kala. Quant à El Moudjahid du 9 septembre, il écrit qu'aux termes d'un accord avec le Canada *"l'Algérie pourra acheter jusqu'à 500 000 tonnes métriques de blé chaque année durant la période de 1973-1977, avec un crédit à long terme et un taux d'intérêt privilégié"*. Les conséquences d'un tel accord sur la situation des paysans algériens ont déjà été analysées dans EL JARIDA n° 12-13, après la décision du pouvoir d'importer en 1972 600 000 tonnes de blé américain.

Quant aux financiers soviétiques, ils ont été aussi sollicités par les responsables algériens. El Moudjahid du 27 juin écrivait déjà *"une délégation d'experts financiers algériens vient de séjourner en URSS où elle a eu des entretiens avec les dirigeants de la Banque Internationale d'Investissement sur les possibilités de coopération entre l'Algérie et cette institution"*, qui s'est *"montrée disposée à recevoir des demandes de financement de projets de développement algériens"*. Le voyage, ces derniers jours, de CHERIF BELKACEM à Moscou n'entrerait-il pas dans ce cadre ?

Cet empressement à trouver des prêts prouve en tout cas que la trésorerie de l'Etat et surtout celle des sociétés nationales n'est pas aussi saine que voudrait le laisser entendre le pouvoir.

Pour terminer ce bilan, notons qu'il existe en outre des accords que la presse officielle passe sous silence. Cela a été le cas notamment du prêt de 100 millions de dollars accordé par la Roumanie le 15 mars dernier. A ce sujet, la revue "Maghreb" précise dans son numéro 51 que ce prêt est remboursable en dix ans avec un intérêt de 2,5 %. Cette revue rapporte d'autre part la publication, le 24 mars, par "Middle East Economic Digest" de la signature de deux accords :

- le premier prévoyant le financement de la construction d'une papeterie à Saïda par un consortium de banques anglaises, la Banque Française du Commerce Extérieur et la Banque de l'Union Européenne ;

- le second octroyant 239 000 livres anglaises à la SONATRACH par l'intermédiaire de la Banque Lazard de Londres pour la surveillance des travaux du pipe-line Hassi R'Mel - Arzew.

SITUATION DES MASSES

L'EAU, UN PROBLEME CRUCIAL POUR LA POPULATION

Les problèmes engendrés par les conditions sanitaires se posent avec acuité en Algérie. La vie de la population est constamment menacée par les risques d'épidémies ou d'accidents. Cela ne préoccupe pourtant pas les "responsables" comme le montre les témoignages suivants.

Un habitant de MEFTAH écrit au courrier des lecteurs d'El Moudjahid du 5.7.72. pour dénoncer l'A.P.C. car *"depuis des années le moteur à eau est tombé en panne. Le château d'eau n'est plus suffisant car la population a plus que doublé"*.

"La population de notre commune (10 000 habitants) vit dans des conditions lamentables vu le manque d'hygiène. Nous avons maintes fois attiré l'attention de l'A.P.C. sur ce problème, mais aucune décision n'a été prise à ce sujet. Le centre du village est traversé par des rigoles mal entretenues, dégageant une odeur nauséabonde, sans omettre de signaler les tas de fumier entassés au bord des routes ou par défaut devant des habitations. Pour les établissements scolaires, l'hygiène laisse également à désirer : salles poussiéreuses, vitres cassées, W.C. sans chasse d'eau, plafonds démolis, ordures un peu partout ...". (El Moudjahid du 18.7.72).

Dans la commune de IABLAT (Titteri) l'eau est rare. *"Les habitants sont ravitaillés par camions citernes, alors que la piscine privée et les services de la daïra sont approvisionnés par une conduite provenant des sources des deux bassins"*. (El Moudjahid du 15.7.72).

A Alger, les pompes d'alimentation en eau datent de 1945. Les mauvaises canalisations, l'eau insalubre ont occasionné cinq cas de jaunisse banale dans une même maison. (El Moudjahid du 27.6.72).

"Dans notre village (Aïn Sofra), il existe une petite infirmerie soi-disant "hôpital civil". Pour y passer une visite, il faut se renseigner si c'est le jour des nécessiteux ou bien le jour des plus nantis. En effet, six jours sont réservés pour les gens qui payent la visite et les médicaments et un jour seulement pour les personnes indigentes. D'après ce règlement, si un indigent tombe malade, il attendra la journée nommée chez nous "Youn el massakine" et, en plus, s'il a encore la chance de voir un médecin car il ne sera pas le seul, et la plupart des habitants sont des indigents".

"Situation alarmante" c'est sous ce titre qu'est parue dans El Moudjahid du 9.6.72. une lettre rédigée par un groupe d'habitants d'El Atteuf (Oasis). C'est un réquisitoire où sont longuement énumérés les torts du pouvoir qui, d'après les idées qui s'en dégagent, fait tout pour rendre la situation catastrophique.

Ainsi, nous apprenons que le premier problème au M'Zab est celui de la remontée des eaux souterraines qui, en raison de la fragilité des canalisations d'égouts, ont créé une mare d'immondices qui est drainée vers la ville d'El Atteuf au bas de la vallée. Cette mare qui attire tous les parasites : moustiques, vipères, crée des conditions propices à toutes sortes de maladies, surtout du fait des mauvaises odeurs et de la pollution d'eau potable.

A cela s'ajoute l'absence de médecin. La protection civile est inexistante. En effet, il n'y a ni pompier, ni citerne, ni ambulance.

L'autre problème est celui du chômage. Vu l'absence de chantiers de plein emploi, la population émigre vers les villes du nord. Quand aux invalides et nécessiteux, diront-ils, soucieux de ne pas être trop déplaisant en employant la négation *"l'aide qui leur est allouée est insuffisante"*.

Ils signalent aussi la vétusté et l'insuffisance des moyens de transports publics et des télécommunications, etc ... La dégradation des ruelles du village qui sont très mal éclairées, l'absence de routes goudronnées, les difficultés pour obtenir des abonnements d'électricité, la cherté des abonnements d'eau et d'irrigation. On apprend également qu'il n'est pas possible pour la population d'acheter des parcelles car *"paraît-il une fois batties, elles enlèveraient le charme du village et, cela, en vertu de l'étiquette "site touristique" qui est collée à cette vallée"*.

Voilà *"le charme attrayant de la vallée du M'zab qui constitue, pour notre pays, un bijou vivant de son patrimoine historique et culturel"*.

- 0 -

ASSAINISSEMENT = REPRESSION

Des volontaires de l'U.N.F.A., de la J.F.L.N. et des S.M.A. ont effectué des enquêtes sur les bidonvilles de la Casbah, de Bologhine, Belcourt, El Harrach, Béo, Bouzaréah, El Biar, 7ème et 4ème arrondissements.

Devant cette prolifération des bidonvilles jusque dans les quartiers résidentiels de la capitale, un journaliste d'El Moudjahid s'étonne qu'on en ait pas encore trouvé *"dans le 3ème arrondissement (Alger centre)"*.

La situation qui ne cesse de s'aggraver est déjà dramatique pour les habitants des bidonvilles existants.

"2 000 à Madania, 850 à Birmandreïs, sans compter ceux d'El Harrach, de Bab-El-Oued et des autres bidonvilles existant à la périphérie immédiate de la capitale. La plupart de ces gens n'ont pas de travail".

Les questions d'hygiène et de santé publique sont préoccupantes. Le journal cite l'exemple de la *"cité de consolation où il n'existe que deux robinets pour l'alimentation en eau potable de 64 familles"*. (1er juin 1972).

Face à cette misère, le pouvoir tente de dégager sa responsabilité en affirmant que l'existence de ces taudis est due à *"la politique de colonisation qui a refoulé les populations algériennes sur les zones déshéritées de l'Atlas de Piémont"*. Or, depuis l'indépendance, le pouvoir n'a rien entrepris en faveur de la population. Sa propagande mensongère a, au contraire, poussé les paysans à abandonner leurs terres et à émigrer vers les villes dans l'espoir d'y trouver un emploi qui leur permettra de subsister.

Effrayés par cet exode, les responsables algériens voudraient amener ces gens à retourner dans leurs campagnes. Deux moyens sont utilisés :

- la campagne "Révolution agraire"

El Moudjahid du 1er juin 1972 reconnaît qu'il ne saurait être question de *"construire des logements pour toutes ces familles"*, mais de *"créer des conditions qui leur permettraient de se fixer sur les lieux d'origine. La "Révolution agraire" semble pouvoir créer de telles conditions"*.

- la campagne "Assainissement des villes"

Les gens s'étant rendus compte de l'aspect démagogique de la campagne "Révolution agraire", le pouvoir était alors obligé d'avoir recours à la répression pour chasser une partie d'entre eux. C'est le but de l'offensive décidée par l'A.P.C. d'Alger contre les *"éleveurs, marchands ambulants et propriétaires de voitures hypomobiles"*. El Moudjahid du 8 juin 1972 précise que les responsables n'éprouvent cette fois-ci *"aucune compassion"*. Ces derniers ont déclaré *"nous confisquerons les bêtes des citoyens qui ne s'en seront pas débarrassés avant le 13 juin"*. Pourtant, le même journal reconnaît que ces gens *"vivent de la pratique de cet élevage"*.

Tout en s'inquiétant pour le bien être des bourgeois, les responsables de l'A.P.C. d'Alger essayent aussi par tous les moyens de remplir leurs caisses. N'expliquent-ils pas la classe aux marchands ambulants par le fait que *"des marchés sont encore inoccupés, vides"*? Et, si ces derniers refusent de s'y installer, c'est bien pour ne pas se faire exploiter par le biais des impôts ...

Signalons aussi que l'opération "anti-mendicité" bat son plein par l'ouverture de véritables prisons, appelées à l'occasion "centres d'accueil". Plusieurs personnes ont déjà été arrêtées et dirigées sur le "centre d'accueil de Bas Ezzouar" qui a ouvert ses portes. Voilà comment les agents du pouvoir entendent redonner à la capitale sa "réputation de ville propre".

- 0 -

L'EXPLOITATION DES AVEUGLES EN ALGERIE

"Nous ne demandons ni compassion, ni charité, mais uniquement nos droits. Des droits qui éviteront à plus de 60 000 aveugles de ne plus végéter en marge de la société" ont déclaré à El Moudjahid du 22 août 1972 les responsables de l'O.N.A.A.

Ils ont également déclaré, ils ont fait connaître leurs revendications :

- révision des critères d'attribution des pensions ;
- enseignement, formation professionnelle et déplacements des aveugles dans les sociétés nationales et organisations publiques ;
- révision des pensions dont le montant dérisoire (30 DA par mois) est resté inchangé depuis l'indépendance et attribution de l'indemnité des personnes âgées aux aveugles de plus de 65 ans.

Ce sont des intentions louables, si ce n'est fait pour la forme.

Mais, en ce qui concerne l'enseignement, nous apprenons qu'il existe en Algérie seulement *"deux écoles dont la capacité est fort réduite"* et que *"18 000 jeunes atteints de cécité attendent d'être scolarisés"*.

Selon le journaliste *"les congressistes n'ont pas hésité à révéler les faiblesses d'une situation jugée rétrograde"*. Seulement ont-ils avoué les places de ces deux écoles à faible capacité, sont réservées en premier lieu aux enfants de riches!

Cela n'empêche pas le journaliste de s'écrier *"à notre période où le modernisme atteint des proportions somme toute considérables, n'est-il pas utile de parfaire l'enseignement des étudiants aveugles !"*.

Des centaines de milliers d'enfants non-aveugles qui traînent dans les rues *"à notre période où le modernisme etc ..."* rendent cette exclamation gratuite.

Mais, revenons aux congressistes qui vont nous faire des révélations intéressantes.

"L'accent est mis également sur la formation professionnelle, attirant l'attention des instances du pays sur le sort des unités de production de l'O.N.A.A. en lutte permanente avec le secteur privé".

N'est-ce pas reconnaître que les aveugles sont aussi exploités en Algérie ?

Ils suggèrent les mesures suivantes pour pallier à cette situation :

" - l'attribution à l'O.N.A.A. du monopole d'Etat pour la production et la commercialisation de certains produits fabriqués" ;

" - exonération de l'O.N.A.A. pour les droits d'importation et les taxes grévant les articles fabriqués" ;

" - l'octroi d'une subvention devenue indispensable pour s'équiper" ;

" - l'étude des voies et des moyens visant à instaurer la participation de l'Etat dans le contrôle, la gestion et le développement de ses entreprises".

Comment ne pas voir, en cette dernière mesure surtout, une perche tendue à la bourgeoisie d'Etat ? Elle semble permettre une contrepartie (qui est l'exploitation directe des aveugles par l'Etat) à l'intérêt qu'elle peut porter à l'O.N.A.A.

Cependant, le journaliste conclura quand même avec hypocrisie : *"n'est-il pas décevant, dix ans après l'indépendance, de voir des Algériens continuer de vivre d'expédients parce que certains "bureaucrates" se lassent d'invoquer des arguments spécieux avec la forme rituelle "attendez un peu, ça viendra"*.

LES MOYENS DE TRANSPORTS : UNE SITUATION LAMENTABLE

Une série de réunions regroupant les technocrates du Ministère et des différents organismes de transports se sont déroulées du 10 juillet au 4 août aux sièges des différentes sociétés de transports (Office National des Ports, C.N.A.N., SONAMA, S.N.T.V. ...).

Selon ces responsables *"l'activité des transports s'est développée à un rythme extrêmement rapide depuis le début du Plan quadriennal"*.

Cela n'est pas surprenant lorsqu'on sait le rôle des moyens de transports en Algérie. D'ailleurs, la rénovation de certains matériels et l'achat de bateaux, locomotives, etc ... concernant essentiellement les voies d'acheminement des marchandises exportables en vue d'accroître leur capacité d'évacuation des richesses du pays vers l'étranger.

Le Sud algérien qui va, selon El Moudjahid *"connaître des moyens de transports modernes"* illustre bien les choix des dirigeants en matière de politique des transports.

En effet, le Sud fournit, avec le pétrole et certains produits agricoles, d'importantes ressources en devises aux bourgeois d'Etat. Pour exploiter au maximum ces richesses, il faut moderniser et rentabiliser les transports. Telles sont les raisons qui incitent le pouvoir à aménager quelques routes au milieu des 3 000 km de pistes de la daïra de Tamanrasset. Pour notre pays, le développement des moyens de transports tel qu'il est orienté par les dirigeants est un facteur d'appauvrissement. Les capitalistes étrangers encouragent d'ailleurs au maximum la modernisation de l'infrastructure puisqu'elle facilite le pillage. (Exemple du Japon qui vient d'investir des millions de dollars pour construire un chemin de fer dans un pays d'Amérique Latine).

Quant aux moyens de transports destinés à l'usage de la population algérienne, ils restent toujours insuffisants par rapport aux besoins et sont dans un état lamentable.

Nous reproduisons ci-dessous quelques témoignages caractérisant cette situation, relevés dans le courrier des lecteurs d'El Moudjahid :

Le 3 août 1972, un habitant de Larba Nath Iraten fait état du manque aigu de moyens de transports dans sa région. Avec les autres personnes de la région, *"il se demande pourquoi les responsables de notre douar (pourvus d'une voiture) n'ont pas alertés les services de la S.N.T.V., T.L.E., sur la possibilité ou plutôt la nécessité de créer un service supplémentaire d'autocars pour desservir cette zone"*. Pourtant, il existe une route carrossable qui *"ne traverse pas moins de 10 villages, tous crucialement concernés par le même problème de déplacement"*.

Le 6 juin 1972, un travailleur signale que plus de 600 personnes travaillant dans la mine de Bou Khedja (Seltif) sont touchées par le manque de transports. Les routes *"se trouvent dans un état lamentable"* bien que *"plusieurs demandes pour la réparation des chemins qui mènent aux différents douars du secteur Mezaz"* ont été adressées au Président de l'A.P.C. et au Chef de la daïra, mais *"nous n'avons reçu aucune réponse"*.

LE MECONTENTEMENT POPULAIRE GRANDIT
GREVE AUX GRANDES GLACIERES ALGEROISES

Situées à Hussein-Dey, les Grandes Glacières Algéroises fabriquent de la limonade, du vinaigre et de la glace. Elles possèdent en outre une pompe contribuant à l'alimentation en eau de la commune.

La grève, déclenchée le 5 juin 1972, a plusieurs causes :

1) Les licenciements décidés par la direction. De 116, il y a quelques années, le nombre d'ouvriers est tombé à 31. De plus, le patron a décidé de licencier les 31 travailleurs encore en fonction et de fermer l'usine jugée déficitaire. Pourtant, explique l'un d'entre eux : *"l'entreprise dispose d'énormes possibilités pour reprendre son activité normale et accroître sa production. Mais, depuis quelques mois, elle vit en régression, attendant sa propre disparition, favorisée par l'absence de tout investissement"*.

2) Les mauvaises conditions de travail et les bas salaires imposés par le patron. *"Avant, les travailleurs étaient dotés de grandes bottes et de tenues en cuir. Actuellement, ils en sont démunis et certains même souffrent de profondes douleurs rhumatismales, parce qu'il leur fallait travailler dans des chambres froides"*. Quant aux salaires, ils stagnent à 280 DA par mois depuis plus de quinze ans.

3) Les droits des travailleurs sont baffoués par le patron. Au mois de mai 1971, un accord a été passé entre les ouvriers et la direction. Les clauses concernaient :

- la régularité des cotisations vis à vis de la C.A.A.V. (Caisse d'Assurances et d'Allocations Vieillesse). 6% devaient être versés au compte de cette caisse : 3 % par le salarié et 3% par le patron. Celui-ci n'a jamais versé un centime.

- la classification professionnelle en manoeuvres ordinaires, manoeuvres spécialisés et machinistes. Le salaire est resté le même pour tous.

- la prime de froid fixée à 30 DA par jour pour tout employé affecté aux chambres froides. Ces derniers ont purement été condamnés depuis la signature de l'accord.

Pendant la durée de la grève (plus de deux mois), les travailleurs ont continué à alimenter en eau la commune.

L'inspection du travail et l'U.G.T.A. sont intervenus dans ce conflit. Pour briser la lutte des ouvriers et faire oublier le sort des travailleurs licenciés, les délégués de l'U.G.T.A. ont orienté la lutte contre le caractère privé de l'entreprise Grandes Galeries Algéroises en envisageant *"l'hypothèse d'une nationalisation de l'usine ou son intégration à une entreprise nationale"*.

Aussi, les 34 ouvriers licenciés n'ont pu, malgré leur lutte, réintégrer leur travail. D'autre part, par cette tactique, les responsables de l'U.G.T.A. ont essayé de faire croire à l'inexistence de grèves dans les sociétés nationales.

A Aïn Gharaba, dans la région de Tiemcen, 140 ouvriers du tapis ont fait grève pendant plus de dix jours.

Les jeunes filles et femmes qui constituent la principale main-d'oeuvre dans cette branche de production sont surexploitées.

Le recrutement se fait par contrat d'apprentissage qui leur permet de percevoir un salaire mensuel de 60 DA.

La rémunération mensuelle, une fois le "métier en main" ne dépasse pas 120 DA pour les demi-ouvrières et 300 DA pour les ouvrières.

Souvent, celles-ci travaillent plus de douze heures par jour et ne bénéficient pas des prestations familiales.

Cette situation amène les travailleuses à s'engager de plus en plus dans la lutte des classes.

- 0 -

A la C.G.E.E., 200 ouvriers se sont mis en grève. La C.G.E.E. est une succursale en Algérie d'une compagnie étrangère.

Les grévistes exigeaient l'annulation d'un licenciement et une augmentation des salaires. La direction a été obligée de céder sur tous les points : une augmentation des salaires de 7,5 % a été obtenue et le mois de grève payé par l'entreprise par anticipation, amorti sur les heures supplémentaires. Une prime de 20 DA est obtenue pour les salaires inférieurs à 600 DA.

- 0 -

Grève au Marché de la Consolation à Bab-Ei Oued. A la suite de la décision de l'A.P.C. de transférer les étalagistes au marché Nelson, ceux-ci ont fermé leurs étalages.

Aussi, l'A.P.C. a été obligée de leur accorder un second marché. Les vendeurs s'installeront provisoirement à Nelson en attendant l'ouverture du grand marché couvert actuellement en réparation.

- 0 -



L'ORANGE EST PRESSEE, ON JETTE L'ECORCE

Un retraité des Chemins de Fer occupe depuis des années un logement de fonction. Mais *"depuis 1968, date à laquelle j'ai pris ma retraite, les services concernés (S.N.C.F.A.) et de l'A.P.C. ne cessent de me demander de quitter ce logement. J'ai alors demandé l'acquisition d'un autre lieu d'habitation, mais en vain ... Avec dix personnes à charge, je ne sais quoi faire ?"*. (El Moudjahid du 12 septembre 1972).

- 0 -

L'ADMINISTRATION AU SERVICE DE QUI ?

Mme F.H. signale dans El Moudjahid du 30 août 1972 que *"depuis 1965, ma pension de veuve de Chahid est suspendue, sans que ceux-ci n'y accordent aucune suite ... Sans travail, avec un enfant à charge, je ne sais vraiment pas à qui m'adresser pour obtenir mes droits"*.

Une autre personne dans El Moudjahid du 19 juillet 1972 écrit : *"Mon mari, le nommé SNP Sâad a été heurté mortellement par une voiture à Hamadia le 19 décembre 1964. Les auteurs de l'accident ont été condamnés le 15 juin 1971",* (il est si long de rendre la justice !), *"à payer des dommages et intérêts par le tribunal de TIARET"*. Mais, elle n'a toujours reçu aucune suite à ce sujet. On comprend mieux cette lenteur de l'administration lorsque cette femme ajoute : *"je suis une femme non-instruite, je n'ai aucune aide et aucune ressource"*.

- 0 -

LES PROBLEMES DE LA JEUNESSE

De nombreuses lettres traitant des problèmes de la jeunesse ont été publiées par El Moudjahid. Les témoignages provenant de toutes les régions d'Algérie révèlent tous la même situation :

"La majorité de nos jeunes ne savent plus quoi faire. Ils sont livrés à eux-mêmes".

"On les rencontre dans les cafés matin et soir, jouant aux cartes, aux dominos etc ... ou dans la rue !".

C'est le cas des 70 % des jeunes de Merouana (Aurès) ; des 80 % de

Mila (Constantine) : des 85 % de El Hadaïk (région de Skikda "pôle de développement").

Il en est de même à Touggourt (70 000 habitants) dans les Oasis, à Béchar-Djedid (Saoura) ; à Amizane (Sétif) ; à Aïn-Kerma El Kala (20 000 habitants) près d'Annaba ; à Bordj Emir Abdelkader (10 000 habitants) dans la région d'El Asnam ; à Blida (10 000 habitants) ; à Baraki (40 000 habitants) ; à Mehelina dans la wilaya d'Alger pour ne citer que les lettres récemment parues dans le courrier des lecteurs.

En fait, la publication de ces témoignages a plusieurs objectifs :

- faire croire que le pouvoir s'occupe des jeunes ;
- éluder les véritables causes de cette situation en invoquant l'absence de moyens de distraction, de stades, etc ...

Pour les occuper, la presse cherche à stimuler l'intérêt des jeunes par le sport, et à les inciter au volontariat.

sur l'axe [Dans la daïra d'El Oued (Oasis), les classes de seconde créées en 1971-1972 ont été supprimées. 167 élèves ont été exclus du lycée El Kindi de Jijel dans la région de Constantine. Motif : des vitres ont été brisées par les internes. Les "auteurs" n'ayant pu être découverts, tout le monde a été renvoyé.]

- 0 -

DES PROMESSES ... AUX REALISATIONS

Il y a cinq ans la SONEGAS et les responsables de la commune d'Aokes (Sétif) ont planifié un projet d'électrification du village de Tizi-Berber. A ce jour rien n'a été entrepris. (El Moudjahid du 5 août 1972).

Tout est en place pour recevoir de l'électricité et de l'eau dans le village de Boudoukha (daïra de Colo-Constantine). Mais toujours rien ... et cela fait près de huit ans ! (El Moudjahid du 14 juillet 1972).

Il y a un an, le président de l'A.P.C. d'Alger promet aux 2 000 habitants de Jūs (Deux Moulins) l'électrification de leur quartier. Depuis, c'est le silence. (El Moudjahid)

Depuis longtemps les poteaux, les installations intérieures et les compteurs sont en place dans la cité Torki (El Eulma). Mais, toujours pas de lumière à ce jour. (El Moudjahid du 5 août 1972).

Voilà dix ans que les travaux d'électrification ont commencés à Barbacha et il n'y a toujours pas de lumière. (El Moudjahid du 29.7.72.).

La cité Kherba (Ouled-Moussa) n'a pas d'électricité. Un projet est en cours avec la SONEGAS depuis le 24.8.70. Mais, d'après les responsables, il ne faut pas se plaindre puisqu'il y a "une vingtaine de douars qui ne connaissent encore ni eau courante, ni électricité, ni route goudronnée, ni dispensaire". (El Moudjahid du 8 juillet 1972).

LES COMITES DE QUARTIERS ...
INSTRUMENTS DE SURVEILLANCE DE LA POPULATION

La presse algérienne a longuement parlé ces derniers temps de la mise en place de comités de quartiers. KAID AHMED ne s'est pas lassé d'organiser des meeting autour de ce thème. Que signifie cette mesure ?

Elle constitue, en premier lieu, une réaction du pouvoir et de ses agents à l'hostilité grandissante de la population à leur égard. Les prérogatives de ces unités de quartiers leur confèrent un rôle de surveillance des habitants afin de mieux les contrôler.

La composition de ces comités de quartiers est d'ailleurs assez significative.

- Les membres des comités de quartiers sont élus par ceux des comités d'immeubles, eux-mêmes choisis par une commission de la Kasma du F.L.N.

Le procédé n'est pas nouveau en matière d'élections puisque ne peuvent être candidats aux comités que ceux qui serviront au mieux les intérêts du FLN, donc du pouvoir.

D'ailleurs, les comités de quartiers travaillent en liaison avec un comité de coordination auquel participent les membres des A.P.C., des A.P.W. et du F.L.N.

- 30 unités sur les 300 prévues à Alger ont été installées
- 11 pour Hussein-Dey
- 7 pour Alger-centre
- 12 dans le secteur d'Alger nord.

Notons aussi que le pouvoir cherche à utiliser ces comités comme instrument de propagande pour sa politique. Les témoignages en provenance du pays font état de l'existence de nombreux conflits et parfois de bagarres entre la population et certains membres de comités d'immeubles, défenseurs du régime.

VIET~NAM

La situation militaire au Sud-Vietnam n'a cessé de se détériorer pour les fantoches de Saïgon, ainsi que pour leurs alliés américains. Dès les premiers jours de l'offensive révolutionnaire du printemps dernier, trois provinces : QUANG TRI - BINH DINH et BINH CANG ont été totalement libérées. La première est devenue un véritable gouffre pour les troupes du Général THIEU qui ont tenté, sans succès pendant des mois, de la récupérer. L'enlissement de l'armée saïgonnaise à AN LOC a permis au F.A.L.P. d'ouvrir un nouveau front plus au sud de la région du Bec de Canard et d'accentuer leur pression sur la capitale afin de réaliser la jonction avec la province de VINH BINH, libérée depuis longtemps.

De nombreuses autres provinces sont transformées en zones d'insécurité pour les soldats de THIEU. Bloqués dans leurs bases, ils ne peuvent contrer l'action révolutionnaire du F.L.N. qui reprend à la "milice locale" plusieurs villages détruisant ainsi tous les espoirs de "pacification" des Américains. Les révolutionnaires vietnamiens ont gardé l'initiative depuis le début de l'offensive et continuent à infliger de lourdes pertes à l'ennemi. Le 10 septembre dernier, une "centaine d'avions" ont été détruits sur la base de BIEN-HOA pendant que les routes d'intérêt vital pour le régime de Saïgon, en particulier les nationales 1 et 13 sont coupées et contrôlées par le F.L.N. Un conseiller américain avoue que sur la Nationale 13, il a fallu trois semaines pour avancer de 800 m.

La débâcle des troupes fantoches et la faillite de la politique de "vietnamisation" et de "pacification" américaine ont poussé le Ministère des Affaires Etrangères du gouvernement THIEU à déclarer que *"Le gouvernement de Saïgon est prêt à abandonner les provinces de QUANG TRI et certaines régions autour de KONTUN et d'AN LOC si cela doit permettre un cessez-le-feu durable avec les Nords-Vietnamiens"*. (Le Figaro du 10-11 juin 1972).

Pour tenter de freiner l'offensive des forces révolutionnaires, les responsables américains sont amenés à augmenter leur action destructrice par des bombardements au Nord. Les principaux objectifs visés par l'aviation américaine sont des installations civiles comme en témoigne un communiqué de HANOI du 20 juillet 1972. Depuis avril 1972 *"83 000 bombes dont des milliers d'engins à billes et 44 000 obus se sont abattus sur le Nord Vietnam, détruisant plus de 60 écoles, 32 établissements sanitaires, une trentaine d'églises et Pagodes, des entreprises, des usines. En un seul raid sur HANOI, 60 maisons ont été détruites"*.

Confirmant la déclaration des responsables nord-vietnamiens, M. RAMSEY CLARK, ancien ministre de JOHNSON déclare : *"nous bombardons des hopitaux, nous tuons des bébés, des femmes et des vieillards, c'est stupide et injustifiable moralement"*. Donnant des précisions sur un hopital touché de plein fouet par une bombe de 900 kg *"cet hopital couvrait 10 ha. Il a été littéralement réduit en poussière"* et il ajoute *"il n'y a pas d'objectifs militaires importants dans le nord ... si nous bombardons, nous frappons nécessairement des maisons, des écoles, des églises, des hopitaux ... Ce que je sais, c'est que les bombardements sont vains ... chaque bombe renforce leur résolution"*.

Toujours dans le but de briser la résistance populaire et d'étouffer l'économie du pays, un blocus est entrepris par la marine américaine en minant

les ports nord-vietnamiens. Mais, face à la détermination d'un peuple mobilisé, cette politique impérialiste est vouée à l'échec puisque *"le Vietnam du Nord est toujours capable d'importer des quantités considérables de matériel militaire en dépit des bombardements ont estimé plusieurs officiers américains"*. (Le Monde du 26.8.72.). En effet, pour décharger les navires alliés qui ne peuvent pénétrer dans le port à cause des mines, de petites embarcations vietnamiennes vont à leur rencontre et effectuent le transbordement au large.

Mais, les responsables américains ont atteint le comble de la sauvagerie en s'attaquant aux digues nord-vietnamiennes mettant ainsi en danger permanent des millions de vies humaines.

Bien sûr, la Maison Blanche nie avoir bombardé intentionnellement les digues. Cependant, dans une conférence de presse, NIXON a reconnu que des dommages ont été infligés aux digues, les attribuant soit à la présence d'objectifs militaires, soit au hasard et il accuse d'autre part les nord-vietnamiens de négliger l'entretien des ouvrages hydrauliques.

Alors que les Vietnamiens affirment que *"du 16 au 31 juillet, les digues ont fait l'objet de 150 attaques touchant 96 endroits différents"*. Ces accusations sont reprises par de nombreux *"témoins occidentaux, journalistes et diplomates"*, notamment :

- M. SEAN MAC BRIDE, ancien ministre irlandais et membre d'une commission internationale d'enquête sur les crimes de guerre américains qui déclare : *"les digues nord-vietnamiennes sont systématiquement attaquées"* et cite l'exemple d'*"une portion de digue de près d'un kilomètre qui n'avait pas moins de 50 cratères à moins de 30 m. du centre de la digue"*. (Le Monde du 16.8.72.).

- Le Secrétaire Général du Conseil Oeuménique des Eglises qui, dans une lettre adressée à NIXON demande l'arrêt des bombardements des digues et ajoute qu'après enquête, il est obligé de conclure :

"1) l'explication américaine selon laquelle la fragilité des digues est due à la négligence de la population est erronée" (126 millions de m³ de terre déplacés en quinze ans pour renforcer les digues).

"2) De même l'affirmation selon laquelle les bombardements ne sont pas intentionnels".

Dans le Sud, la politique suivie par les fantoches et leurs alliés est celle de la "terre brûlée". En effet, ne pouvant faire face à la guerre populaire menée par le peuple vietnamien, les troupes du Général THIEU sollicitent constamment l'appui de l'aviation américaine qui déverse des tonnes de bombes dans les campagnes et sur les villages. C'est ainsi que deux millions d'hectares de forêts ont été détruits par 64 millions de litres de produits chimiques.

Parallèlement à la dégradation de la situation militaire, les conditions politiques et économiques sont précaires pour le gouvernement THIEU. Depuis le 15 septembre, un décret-loi est prévu pour museler la presse saïgonnaise. Un autre document, rapporte le New York Times, décrète nulles les élections locales et ordonne de nommer directement les responsables, de nombreux élus étant considérés comme communistes.

D'autre part, des arrestations arbitraires ont lieu quotidiennement. La généralisation de l'emploi de la torture est reconnu par les *"deux principaux conseillers américains en matière de police et de détention"*.

Sur le plan économique, la crise s'est aggravée avec le départ d'une partie des troupes américaines, ce qui montre le caractère artificiel de cette économie. C'est ce qu'explique un fonctionnaire de Saïgon, en déclarant que les Américains *"ont porté à bout de bras notre économie. Ils ont artificiellement créé un marché de consommation ... en développant un secteur de services et du commerce aux salaires élevés"*. (Le Monde du 19.7.72.). Les prix montent d'une façon vertigineuse et atteignent 20 % par an sur un budget de 340 milliards, il y a un déficit de 140 milliards de piastres.

Ce même fonctionnaire propose de *"créer de nouveaux impôts et accroître les anciens"*. Mais, cela sera-t-il possible puisqu'il est de notoriété publique que les collecteurs d'impôts en ramassent plus pour eux même que pour les caisses de l'Etat".

Cependant, tout le monde n'est pas perdant. Le développement de l'agression américaine a donné un coup de fouet à l'industrie d'armement aux U.S.A. dont les dépenses doivent augmenter de 5 milliards de dollars d'ici la fin de l'année selon MELVIN LAIRD. Depuis l'offensive, le Pentagone indique que les dépenses en munitions ont augmenté de 400 M. de dollars et celles concernant les moyens de transport de 300 M. de dollars. Des contrats de plusieurs millions de dollars ont été signés avec des firmes produisant des bombes, avec des sociétés pétrolières telles que SHELL, HUMBLE OIL et les constructeurs d'avions.

Aussi, "l'intense activité diplomatique" américaine dont la presse a fait état ces derniers temps, n'est qu'une vaste supercherie. Dénoncée par les révolutionnaires vietnamiens qui déclarent que *"la conférence de Paris même dans ses ramifications secrètes n'a pas évolué d'un iota"*. Elle est surtout destinée à :

- masquer leur dépit
- tromper l'opinion publique américaine à l'approche des élections présidentielles
- cacher aux yeux du monde les véritables intentions du gouvernement américain dont le seul but est de maintenir sa présence impérialiste en Asie du Sud-Est.

MOYEN ORIENT

Ces trois derniers mois, l'actualité au MOYEN-ORIENT a été surtout dominée par la détérioration des relations soviéto-égyptiennes. L'affaire remonte au début de l'année au moment où une grande agitation se développait en Egypte. Devant la passivité de SADATE qui avait affirmé que l'année 1971 serait "l'année décisive", les étudiants organisèrent d'importantes manifestations, alors que les ouvriers déclenchaient un mouvement de grève dans le courant de janvier. Malgré une forte répression, le malaise ne cessa de se propager et même l'armée fut touchée.

Pour sortir de l'impasse dans laquelle il s'est engagé, SADATE va essayer de se justifier en déclarant *"les armes (promises par les Russes) ne sont pas arrivées aux dates convenues et l'éclatement de la guerre indo-pakistanaise, à laquelle l'U.R.S.S. était d'une certaine manière mêlée, m'a obligé à réviser nos calculs"*.

Il est vrai que les Russes, soucieux de garder leurs intérêts et fidèles à leur politique de "coexistence pacifique" ne désirent pas voir le Proche-Orient s'embraser. C'est pourquoi ils ne cessent de prêcher un "règlement pacifique", ce qui correspond d'ailleurs à la politique des dirigeants égyptiens.

Mais la crise soviéto-égyptienne s'est aggravée par la nouvelle décision unilatérale de "SADATE" du 17.7.1972. qui consiste :

- mettre fin à la mission des conseillers et experts soviétiques venus en Egypte. Cette décision est effective à partir du 17.7.72.

- les équipements et installations militaires mis en place par les Soviétiques après juin 1967 seront nationalisés.

Cette mesure d'expulsion des Soviétiques reflétait un malaise qui ne cessait de s'étendre. En effet, après les étudiants qui avaient pour la première fois posé la question : oui ou non allons-nous faire la guerre ? si oui, qu'attendons-nous ? si non, pourquoi ces mesures de mobilisation et d'austérité ? Ce sont des journalistes, des hommes politiques, de hauts fonctionnaires qui remettent en question l'état de *"ni de guerre, ni de paix"* en Egypte.

Mais, il n'est pas exclu, d'autre part, qu'afin d'amadouer les Etats-Unis qui pourraient faire pression sur Israël, pour l'amener à une position plus souple, que SADATE ait agi ainsi.

De leur côté, les Soviétiques réagissent par des déclarations humiliantes, notamment envers les militaires égyptiens. Ainsi, le Général OUKOUNIEV chef des conseillers soviétiques aurait déclaré *"l'armée égyptienne est comme un ballon de baudruche. Un coup d'épingle, et elle se dégonfle."*

Les Soviétiques tentent également de réagir en faisant pression sur les étudiants révisionnistes égyptiens. Réunis en Congrès, ces derniers adoptent une résolution condamnant *"l'attitude anti-soviétique"* de SADATE et déclarent : *"la décision de SADATE fait le jeu de l'impérialisme qui cherche à isoler l'Egypte des forces progressistes et à mettre ainsi fin à l'état de guerre sans tirer un seul coup de feu"*.

"S'il est vrai que la décision relative à l'heure II de la bataille était liée aux fournitures par l'U.R.S.S. de l'armement nécessaire, comment expliquer la réticence du régime actuel à préparer le front intérieur militairement, économiquement et sur le plan de l'information ?".

En fait, malgré les multiples déclarations contradictoires de SADATE, son attitude vis à vis de l'occupant est celle de la capitulation. Dans son discours, du 24.7.72. il rappelait la position du gouvernement égyptien et déclarait : *"Nous avons accepté le cessez-le-feu. Nous avons reconduit le cessez-le-feu, nous avons accepté la résolution du Conseil de Sécurité, nous avons accepté le Plan Rogers ... j'ai fait des propositions et quand Jarring a présenté ses propres propositions, nous les avons acceptées"*. Dans une note, "le Monde" complète cette liste de concessions et de reculades faites par les dirigeants du Caire et écrit : *"les dirigeants du Caire avaient accepté le Plan Rogers, ainsi que le principe d'un accord intérimaire concernant la réouverture du Canal de Suez à la navigation internationale. Ils ont répondu positivement à toutes les questions que leur posait Jarring, dans son memorandum du 8.2.72. s'engageant notamment à reconnaître "la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Etat Juif" avec lequel ils se déclaraient disposés à conclure un accord de paix comportant toutes les obligations énumérées dans la résolution du Conseil de Sécurité du 22.7.67."*

Comme on peut le constater, ce n'est pas seulement l'absence de livraison d'armes par les Russes qui ont poussé les responsables égyptiens à adopter une attitude passive, face aux israéliens. Elle est le résultat d'une politique de capitulation puisque le porte-parole du gouvernement égyptien déclare dans une conférence du 22.7.72. *"l'Egypte refuse un règlement militaire de la crise du Proche-Orient et veut parvenir à un règlement pacifique. Elle ne veut pas obtenir seulement un répit en attendant une nouvelle guerre. Israël veut nous imposer un règlement militaire, ses amis également le veulent, mais nous refusons un tel règlement."*

De telles déclarations montrent bien le caractère défaitiste des gouvernements arabes et contribuent à la démobilisation des masses.

Quant au problème palestinien, on a oublié jusqu'à son existence pendant toute la crise. Si SADATE y a fait allusion une ou deux fois, dans ses déclarations tragi-comiques, c'était uniquement par habitude.

Quant à ARAFAT, alors que les premiers contingents de conseillers soviétiques quittaient l'Egypte, il s'est rendu à Moscou où il était invité pour *"condamner l'anti-soviétisme"*.

Avec l'offensive diplomatique annoncée par SADATE pour septembre et inaugurée par le voyage de HEYKAL en R.F.A., l'Egypte se préparait progressivement, malgré les proclamations et les menaces à la reddition. Mais l'action des commandos palestiniens "Septembre Noir" aux Jeux Olympiques de Munich le 5 septembre 1972 vient interrompre l'action diplomatique égyptienne. L'action des commandos palestiniens a été en effet condamnée aussi bien par les Russes que par les Américains. Les organisations palestiniennes et les Etats arabes ont été embarrassés. Devant les pressions de leurs peuples, ils devaient approuver, mais vis à vis des "Grands", il fallait condamner, mais c'était du bout des lèvres.

Il est certain que le courage et la détermination des commandos palestiniens a fait prendre conscience au monde entier que les principaux acteurs dans le conflit du Moyen-Orient, les Palestiniens, ont été oubliés jusqu'ici. Les Palestiniens ne sont pas dupes et se rendent compte de l'attitude des gouvernements arabes. Un jeune Palestinien résume la situation en déclarant au "Figaro" *"Munich est une grande victoire pour la résistance palestinienne. Nos héros ont prouvé que nous pouvions bloquer toutes les trahisons politiques, qu'on ne pouvait plus nous oublier. Une fois de plus, les chefs d'Etats arabes avaient voulu nous trahir, mais nous avons pu déjouer leur jeu ... SADATE, pour faire plaisir aux Américains a été jusqu'à sacrifier les Soviétiques, alors vous pensez bien que la résistance palestinienne avait été sacrifiée depuis longtemps. Il envoie des missions à Washington, HEYKAL à BONN, il a changé de ministre des affaires étrangères en liquidant GHALEB qui était trop socialiste pour prendre ZAYYAT, l'homme des Américains.*

ASSAD lui aussi était prêt à négocier, il veut des dollars et l'Arabie Séoudite lui en donne, quant à HUSSEIN n'en parlons pas."

PETROLE

1) "Le Figaro" du 10-11 juin 1972 :

"La C.F.P. a réalisé, pour le premier trimestre 1972, un chiffre d'affaires hors taxes de 985 millions de francs, soit 7,4 % de plus que le premier trimestre 1971. Le bénéfice net s'élève à 117 millions.

Pour le groupe TOTAL, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 13,2 milliards en 1971, soit 22 % de plus que l'année 1970. (Ce chiffre se répartit également entre la France et l'étranger).

Le bénéfice net s'élève à 703 millions contre 587 millions en 1970, soit 19,7 % en plus.

La part de la maison-mère s'élève à :

- 489 millions en 1970
- 557,8 millions en 1971
- soit un accroissement de 14 %.

"France-Soir" du 5 juillet 1972 :

"Le groupe ELF-ERAP : l'année 1971 s'est soldée par des résultats satisfaisants. Le chiffre d'affaires du groupe a continué de progresser passant de 9,1 milliards de francs en 1970 à 10,1 milliards en 1971, ceci en dépit de la perte de ses filiales algériennes, nationalisées en février de l'an dernier".

Le groupe aurait, à cause des "nationalisations" en Algérie perdu la moitié de son approvisionnement en pétrole brut."

2) PRODUCTION PETROLIERE DURANT LE 1er SEMESTRE 1972

(Le Monde du 2 août 1972)

- Arabie Séoudite	134 millions de tonnes, soit 24,9 % de plus par rapport au 1er trimestre 1971.
- Iran	120 millions de tonnes, soit 8 % de plus par rapport au 1er trimestre 1971.
- Koweït	74,2 millions de tonnes, soit 1,1 % de plus par rapport au 1er trimestre 1971.
- Irak	37 millions de tonnes, soit 13,8 % de moins par rapport au 1er trimestre 1971.
- Lybie	56 millions de tonnes, soit 12 % de moins par rapport au 1er trimestre 1971.
Vénézuéla	81,7 millions de tonnes, soit 15,7 % de moins par rapport au 1er trimestre 1971.

- Algérie 24,8 millions de tonnes, soit 40 % de plus
par rapport au 1er trimestre 1971.

(Elle a retrouvé le débit d'avant le conflit avec la France).

3) IMPORTATIONS FRANCAISES DE PETROLE

("Le Monde" du 6 juin 1972)

<u>PAYS</u>	<u>1970 - %.</u>	<u>1971 - %.</u>
ALGERIE	26,9	8,6
LYBIE	17,6	14,6
IRAK	12,5	14,2
ARABIE-SEoudITE	9,4	16,9
AUTRES PAYS ARABES	20,2	23
NIGERIA	5,3	11,4
IRAN	3,7	5,4
DIVERS	4,4	5,9

4) "Le Monde" du 13-14 août 1972 :

"La Compagnie Italienne E.N.I. aurait cédé à la Lybie 50 % d'actions dans une de ses concessions. Dans cette concession, la production a été limitée à 15 millions de tonnes par an. La Lybie a, d'autre part, décidé de ramener sa production pétrolière annuelle à 100 millions de tonnes contre 159 millions en 1970."

"Un accord vient d'être conclu entre l'Iran et le Consortium de compagnies qui exploitent les gisements de ce pays. Selon cet accord, l'approvisionnement en pétrole serait garanti pendant 22 ans. En contrepartie, les compagnies se sont engagées à doubler la production actuelle (227 millions de tonnes) et à mettre à la disposition de la Compagnie iranienne 20 % de la production au lieu de 12 % comme précédemment."

Enfin, le prix du pétrole serait en fonction des prix des achats iraniens en équipements dans les pays industrialisés."

"Un accord a été conclu entre l'Arabie Séoudite et l'ARAMCO, en vue de porter la production pétrolière à 500 millions de tonnes avant 1980".

5) REPARTITION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE PETROLE

("Le Monde" du 30 mai 1972).

<u>PAYS</u>	<u>1960 - %.</u>	<u>1970 - %.</u>
AFRIQUE } 275 M.	0,9	11,7
MOYEN- } de t.		
ORIENT } 984 M.	25,2	30,5
AMERIQUE N.	35,5	25,9
AMERIQUE L.	18,4	11,4
U.R.S.S.	16	16,8
DIVERS	4	3,7
<hr/>		
<u>TOTAL</u>	1 051 M.M. de t.	2 334 M.M. de t.

6) Des négociations sont en cours actuellement entre compagnies pétrolières et pays arabes producteurs de pétrole.

Ces négociations porteraient sur :

- *"les modalités de participation des pays producteurs dans le capital des compagnies pétrolières"* ;
- *"les modalités d'indemnisation pour la part des actifs cédés par les sociétés"* ;
- *"les modalités d'indemnisation pour la part des actifs cédés par les sociétés"* ;
- *"le sort de la part du pétrole revenant aux pays producteurs"*.

En ce qui concerne le premier point, les compagnies pétrolières auraient accepté *"le principe d'une prise de participation de l'ordre de 20 % dans leur capital"*.

Les compagnies parlent de participation financière, alors que les pays voudraient participer à la gestion.

("Le Figaro" du 21 août 1972).

Selon "Le Monde" du 26 août 1972, les négociations porteraient sur *"une participation des pays producteurs à 51 % du capital des compagnies"*.

En ce qui concerne le deuxième point, *"les cinq pays arabes auraient accepté de verser une indemnisation supérieure à la valeur nette comptable des actifs cédés par les compagnies"* c'est-à-dire les investissements réalisés et l'équipement des gisements. ("Le Figaro" du 23 août 1972).

Pour ce qui est du troisième point, les Etats producteurs vendraient en brut leur part de pétrole brut à ces compagnies, suivant un prix qui reste à déterminer.

7) NATIONALISATION DE L'I.P.C. en IRAK

Cette "nationalisation" a été annoncée le premier juin dernier après que l'Irak eut adressé un ultimatum à l'I.P.C.

Le "conflit" aurait pour origine la baisse de la production des gisements du nord du pays (52,4 M. de tonnes sur une production totale de 82,5 M. de tonnes en 1971), et acheminés par oléoducs vers la Méditerranée. Cette baisse aurait été décidée par l'I.P.C. qui considérerait que ce pétrole lui revenait trop cher : 2,5 dollars contre 1,77 dollars pour le pétrole acheminé par le Golfe.

L'I.P.C. aurait proposé de doubler la production irakienne si cet Etat acceptait le prix de 1,65 dollars par baril.

Qu'est-ce que l'I.P.C. ?

Elle a pris la suite de la TURBISH P.C. fondée par la B.P. (45 %), la SHELL ROYAL DEUTCH (25 %), DEUTSCHE BANK (25 %) et GULBEKIAN (5 %) en 1912.

Après la première guerre, elle fut partagée entre les vainqueurs à San Rémo. En 1920, la part de l'Allemagne a été cédée à la France.

En 1929, l'I.P.C. a été créée avec :

- C.F.P. 23,75 %
- B.P. 23,75 %
- SHELL 23,75 %
- STANDARD OIL ET MOBIL 23,75 %
- GUBELKIAN 5 %.

D'autre part, "Le Monde" du 30 juillet 1972 annonce qu'un accord a été conclu entre l'Irak et la C.F.P. Cet accord prévoit la vente à la France pendant dix ans de la part de la C.F.P., soit 20 millions de tonnes.

"Le Figaro" du 3-4 juillet 1972 écrit que la nationalisation ne concerne que 11 millions de tonnes sur les 20 millions de tonnes produits par la C.F.P.

En ce qui concerne l'indemnisation de l'I.P.C., l'Irak s'y est engagée. Selon "Le Monde" du 3 juin *"seront déduits de l'indemnisation les sommes dues par la compagnie (taxes, dettes locales en relation avec les opérations) et les sommes que l'Etat irakien lui réclamera"*.

Signalons aussi que la Syrie a nationalisé les -iens et avoirs de l'I.P.C., principalement les oléoducs.

8) LE GAZ

"Le Figaro" du 8-9 juillet 1972 rapporte qu'un deuxième avenant vient d'être ajouté au contrat signé en 1966 entre la France et la Hollande.

Ce contrat prévoyait au départ l'achat par la France de 100 M.M. de m3 de gaz pendant vingt ans.

En 1969, un premier avenant portait ce volume à 140 M.M. de m3 de gaz pour la même période, soit 7 milliards de m3 de gaz par an.

Avec ce second avenant, c'est 9 milliards de m3 de gaz par an que la France achètera à la Hollande (9,5 milliards selon Le Monde du 8.7.72.).

En 1977, le gaz hollandais représentera 40 % de la consommation française qui s'élèvera à 24 M.M. de m3.

Le reste sera fourni par :

- la France 8 milliards de m3
- l'Algérie 4 milliards de m3
- l'U.R.S. 2,5 milliards de m3.

Toujours en ce qui concerne le gaz, la France *"vient de confirmer l'achat ferme à l'U.R.S.S. de 2,5 M.M. de m3 de gaz naturel par an, pendant vingt ans à partir de 1976". "Cette opération atteindra le montant annuel de 250 millions de francs"*.

Ce gaz sera cédé à l'Italie contre du gaz de Hollande, sur lequel l'Italie a une option.

(Le Monde du 29 juillet 1972).

"Le Figaro" du 26 août 1972 prévoit une grave pénurie de gaz aux U.S.A. pour l'hiver prochain, compte-tenu de l'accroissement de la consommation qui serait passée de 547 M.M. de m3 en 1968 à 796 M.M. en 1971.

Les réserves de gaz quant à elles, diminuent et c'est pourquoi, selon ce journal, la Commission Fédérale de l'Energie aurait donné son accord à l'importation de gaz algérien.

CRITIQUE DU NUMERO 36 ET PROPOSITIONS

La critique a été faite article par article. Voici les critiques les plus importantes à partir desquelles nous avons essayé de dégager quelques orientations pour le travail.

CHRONOLOGIE -

La chronologie, telle qu'elle est faite actuellement, ne remplit pas son rôle, car on ne peut lui faire confiance. En effet :

- les informations sont données telles quelles et sans commentaires. Leur signification (pénétration impérialiste, domination, etc ...) n'apparaît pas toujours.

- les informations sont souvent incomplètes. Par exemple on parle du discours de BOUMEDIENNE sans donner les grandes lignes de ce qu'il a dit.

- la chronologie n'est pas complète. Certaines informations qui figurent dans le corps du P.R.S. Information, n'y figurent pas. Sans doute parce que les coupures ont été distribuées aux camarades avant de faire la chronologie et que celle-ci ne correspond plus qu'aux coupures restantes.

- d'autre part, certaines informations apparaissent dans la chronologie, mais sont absentes dans l'article qui s'y rapporte : exemple, le "vrac" sur les comités de quartier.

- la source de l'information n'est pas toujours précisée.

ACTUALITE -

Cet article est trop long et n'a pas de plan. Il est en fait constitué de la juxtaposition de deux articles l'un sur la Foire et l'autre sur l'Office des Foires.

Ceci est d'ailleurs assez général et on peut dire que le P.R.S. Information est souvent caractérisé par une faiblesse de la recherche. On se contente trop souvent de la coupure que l'on a.

D'un autre côté, il ne faut pas affirmer des choses dont on n'est pas absolument sûr. (Voir article sur les viandes).

PROJETS ET REALISATIONS -

Article trop lourd. Il aurait mieux valu faire plusieurs articles plutôt qu'un costume d'arlequin. D'autre part, on n'a pas à faire la preuve qu'El Moudjahid ment. Le P.R.S. Information ne doit pas être un anti-Moudjahid.

(II.

PILLAGE ET GASPILLAGE -

Article illisible. Les termes employés ne sont pas définis et ne semblent pas clairs, même pour le camarade qui a fait l'article. Il y a confusion entre balance des paiements et balance commerciale qui, de toutes façons, sont des catégories économiques bourgeoises destinées avant tout à masquer la réalité. Cet article demanderait une analyse plus rigoureuse.

Les sommes d'argent doivent ^{être} toujours ramenées à la même unité et, en tout cas, converties au moins en dinars (ou en francs).

SITUATION DES MASSES -

L'article est une critique phrase par phrase de la citation du Moudjahid et devient donc très confus.

Le titre des articles ne correspond pas à leur contenu. On a amalgamé plusieurs témoignages dispersés sans lien entre eux.

Il aurait fallu éviter de confondre la critique de la forme des témoignages avec celle du fond. (Voir propositions à ce sujet).

Article Assainissement - répression

L'aspect essentiel n'est pas mis en évidence : la répression contre les marchands ambulants a pour but de les amener à se fixer et à payer une taxe. L'aspect bien être des bourgeois est secondaire, or l'article laisse entendre le contraire car il colle trop à El Moudjahid.

Article sur les aveugles

La position de cet article est complètement fausse et opposée à la ligne du Parti. On semble mépriser les aveugles (le sort des enfants non aveugles ne justifie pas du tout celui des aveugles).

Il fallait ici mettre l'accent sur la revendication des aveugles et expliquer qu'ils sont parmi les laissés pour compte du capitalisme (comme les paysans et les chômeurs). Nous devons appuyer ceux qui revendiquent.

Articles sur les grèves

Il faut donner les informations sur les grèves elles-mêmes. On ne voit pas qui profite de la grève.

EN VRAC -

Le contenu de la rubrique doit être défini.

MOYEN - ORIENT

L'analyse de la position de SADATE n'est pas faite en termes de classe.

(III.

On parle seulement de capitulation comme aurait pu le faire El Moudjahid.

Il faut éviter de vouloir à tout prix faire un article avec des informations disparates.

P R O P O S I T I O N S

Nous proposons, à partir de cette critique, d'adopter le contenu suivant pour le P.R.S. Information. Deux parties :

- 1) une revue de presse qui remplacerait et développerait la chronologie.
- 2) des articles fouillés.

1) LA REVUE DE PRESSE

Son rôle est double :

a) elle doit informer les camarades. Pour cela elle doit comporter des informations complètes et commentées. Elle doit de plus être lisible : langage simple et compréhensible. En particulier, les sigles doivent être explicités.

b) elle doit être la mémoire de l'information pour servir au travail de rédaction (El Jarida, les brochures). Elle doit être exacte et comporter toutes les informations pour que l'on n'ait pas besoin de retourner aux coupures. (La référence de ces dernières doit être donnée pour authentifier l'information). Elle doit être faite très sérieusement pour qu'on puisse lui faire totalement confiance. Elle doit refléter tout ce qui a été publié dans la presse (avec cependant une attention plus grande pour ce qui concerne notre pays).

- Nous proposons de la présenter par rubrique. Celles-ci doivent être choisies assez larges pour comporter des nouvelles à chaque P.R.S. Information. Dans chaque rubrique, les nouvelles peuvent être classées chronologiquement.

Les nouvelles doivent être rapportées de la façon la plus complète possible et commentées (cela remplacerait les articles faits simplement à partir d'une coupure et qui prennent trop de place dans le reste du P.R.S. INFORMATION). On doit mentionner la source de l'information.

- Nous proposons de faire la revue de presse en même temps que le découpage. Celui-ci est conçu actuellement comme une tâche technique. Il faudrait que les camarades qui découpent fassent aussi aussitôt le dépouillement des coupures, (lecture et revue de presse). Ils peuvent aussi en même temps choisir les coupures intéressantes et en faire un dossier pour un article plus fouillé. Pour être bien fait, ce travail doit être régulier.

(IV.

Les articles

Une fois le dépouillement fait, on choisit les coupures intéressantes pouvant faire l'objet d'un article. Pour chaque article, on doit constituer un dossier comportant :

- les coupures en question - et seulement celles qui apportent quelque chose. (Elles auront déjà été lues : un dossier n'est pas un paquet de coupures qu'on demande à un camarade de "voir").

- les indications sur l'article, son sens, les idées à faire ressortir. Ces indications peuvent être élaborées par une discussion générale.

- des renseignements bibliographiques. Il faudrait d'ailleurs constituer une bibliographie et une bibliothèque de base à laquelle on pourrait se référer.

Pour les articles eux-mêmes -

- on évitera les articles longs faits seulement à partir d'une coupure de presse. Il ne faut pas se contenter des coupures que l'on a, sinon on fait du contre El Moudjahid. Il faut se former pour faire face à l'article. Il faut sortir de la coupure, sinon l'analyse est faible et à la limite peut être fausse. Il faut donc veiller à la qualité du travail, plutôt qu'au nombre de pages ou de lignes.

A ce sujet, il faut préciser deux choses :

1) Pourquoi suit-on la presse nationale ?

- . Elle cache, maquille la réalité et cherche à la déformer. Ceci est le premier aspect auquel il faut être attentif.

- . Mais, en même temps, et c'est son deuxième aspect, elle est un reflet (déformé certes, mais un reflet quand même) de cette réalité.

Etudier une coupure, c'est justement retrouver la réalité à partir de ce reflet. On ne peut le faire avec une coupure seule. Il faut aller plus loin. Grâce à la ligne du Parti, à la théorie révolutionnaire, on doit remonter de cette apparence (connaissance sensible, réalité déformée) à une connaissance rationnelle de la réalité. On ne peut donc se contenter ni de la coupure de presse, ni d'en prendre simplement le contre-pied. Il faut aller plus loin.

2) Que reprendre dans El Moudjahid ?

- . Les aveux significatifs (témoignages). Ils sont à reprendre tels quels. Il n'est pas nécessaire de vouloir à tout prix se démarquer de ce journal en affirmant à chaque fois qu'il ment, mais que etc

- . Les phrases extraordinaires ...

- . Les faits à commenter sans s'occuper davantage de la coupure ou de son style.

./.

LA RUBRIQUE "EN VRAC"

Elle ne doit pas être le rebus du P.R.S. Information.

Elle doit contenir des articles courts, précis, faciles à lire et porter essentiellement sur l'agitation à partir de révélations et de rumeurs.

o O o